Portrait statistique de la branche architecture

Entreprises et emploi

25 septembre 2023

Rapport réalisé par le cabinet Rapelli

Table des matières

1. Le tissu entrepreneurial de la branche 3
1.1 Définitions et remarques 3
1.2 Vue d'ensemble sur le territoire national 4
1.2.1 Fréquence des codes NAF 4
1.2.2 Entreprises et établissements secondaires 4
1.2.3 Taille des structures employeuses 6
1.2.4 Dynamique du tissu entrepreneurial : créations et cessations 6
1.2.5 Implantation territoriale des établissements employeurs 8
1.3 Démographie des établissements au niveau au niveau des territoires 9
1.4 Démographie des entreprises au niveau au niveau des territoires 10
2. Principales caractéristiques des salariés de la branche 11
2.1 Définitions et remarques 11
2.2 Vue d'ensemble sur le territoire national 12
2.2.1 Répartitions des salariés par sexe et tranche de salaire (territoires agrégés) 12
2.2.2 Répartition des salariés tranche d'âge (territoires agrégés) 15
2.3 Équivalents temps plein (ETP) et effectifs hors IDF 16
2.4 Équivalents temps plein (ETP) et effectifs en IDF 19
2.5 Répartition des salariés par tranche d'âge au niveau des territoires 20
3. Rémunération des salariés 22
3.1 Définitions et remarques 22
3.2 Rémunérations brutes annuelles hors IDF 23
3.3 Rémunérations brutes annuelles en IDF 25
3.4 Sexe sous-représenté parmi les dix plus hautes rémunérations dans les entreprises de 50 salariés et plus 25
4. Principales caractéristiques de l'emploi dans la branche 26
4.1 Vue d'ensemble sur le territoire national 26
4.1.1 Type de contrat : CDI/CDD (territoires agrégés) 26
4.1.2 Indicateurs de turnover (territoires agrégés) 29

4.1.3 Indicateurs de chômage (territoires agrégés) 31
4.1.4 Temps plein et temps partiel (territoires agrégés)..... 33
4.2 Données sur les types de contrats (CDI/CDD) au niveau des territoires hors IDF 34
4.3 Données sur les types de contrats (CDI/CDD) au niveau des territoires en IDF 36
4.4 Données sur le turnover au niveau des territoires hors IDF 37
4.5 Données sur le turnover au niveau des territoires en IDF 39
4.6 Données sur le chômage au niveau des territoires hors IDF..... 40
4.7 Données sur le chômage au niveau des territoires en IDF..... 42
4.8 Données sur le temps de travail au niveau des territoires hors IDF 43
4.9 Données sur le temps de travail au niveau des territoires en IDF 45

1. Le tissu entrepreneurial de la branche

1.1 Définitions et remarques

- **L'entreprise** est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes. L'entreprise est personnifiée par son établissement siège.

- **L'établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'unité légale. Il s'agit donc des agences secondaires appartenant à une entreprise.

⚠ **Remarque** : selon la jurisprudence, une entreprise peut appliquer plusieurs conventions collectives dès lors que l'un de ses établissements dispose d'un centre d'activité autonome ce qui sous-tend notamment que les activités de l'établissement est différente de celle des autres établissements. Ainsi, un établissement d'une entreprise n'appartenant pas à la branche peut néanmoins appliquer la convention collective et réciproquement.

⚠ **Remarque : *dans tous les cas, les entreprises non-employeuses et les auto-entrepreneurs ne sont pas couverts par ce portrait de branche*.**

- **La création d'un établissement** correspond à :
  - l'immatriculation d'un nouvel établissement au répertoire SIRENE impliquant la création *ex nihilo* d'une structure de production. Les transferts d'établissement au sein d'une même entreprise – déménagement et changement de siège qui impliquent un changement de SIRET sans modification du SIREN – ne sont pas pris en compte puisqu'ils n'engendrent pas la constitution d'une nouvelle structure de production ;
  - la reprise – par cession, succession, absorption ou fusion – d'un établissement existant par un établissement nouvellement immatriculé n'appartenant pas à l'entreprise cédante.

- **La cessation d'un établissement** correspond à l'arrêt total de son activité dans le cas d'une :
  - fermeture définitive d'un établissement impliquant la disparation de la structure de production. Les transferts au sein de la même entreprise ne sont pas pris en compte ;
  - l'enregistrement de la fermeture d'un établissement dont la structure de production est reprise par un établissement nouvellement immatriculé n'appartenant pas à l'entreprise cédante.

⚠ **Remarque** : les données disponibles ne permettent pas la constitution de séries temporelles pour la création et la cessation d'établissements dans le champ conventionnel de la branche. Seuls les éléments de démographie des établissements pour l'année 2022 sont calculables. Par défaut, les séries temporelles sont calculées pour les établissements employeurs enregistrés sous le code NAF 71.11Z. ***Le détail des données montre que tous les établissements recensés sous ce code ne sont pas nécessairement rattachés à la convention collective de la branche.*** Entre autres raisons qu'il reste à étudier, un délai de consolidation des différentes bases de données mise à disposition pour les Ministères est constaté. Incidemment, les données retraçant les créations et cessations enregistrées sous le code NAF 71.11Z doivent être considérées en termes de trajectoires plutôt que de volumes.

1.2 Vue d'ensemble sur le territoire national

1.2.1 Fréquence des codes NAF

10 774 établissements employeurs tous types confondus appliquent la convention collective nationale de la branche (CCN) en 2023. Dans 88,5 % de cas, ces établissements ont pour activité principale une activité d'architecture (**Tableau 1**). Les activités spécialisées de design constituent le deuxième segment le plus représenté (4,5 %). Néanmoins, la CCN est appliquée par 8,9 % seulement de l'ensemble des établissements employeurs possédant le code NAF 74.10Z.

Tableau 1 : Fréquence des dix premiers codes NAF observés dans la branche (2023)

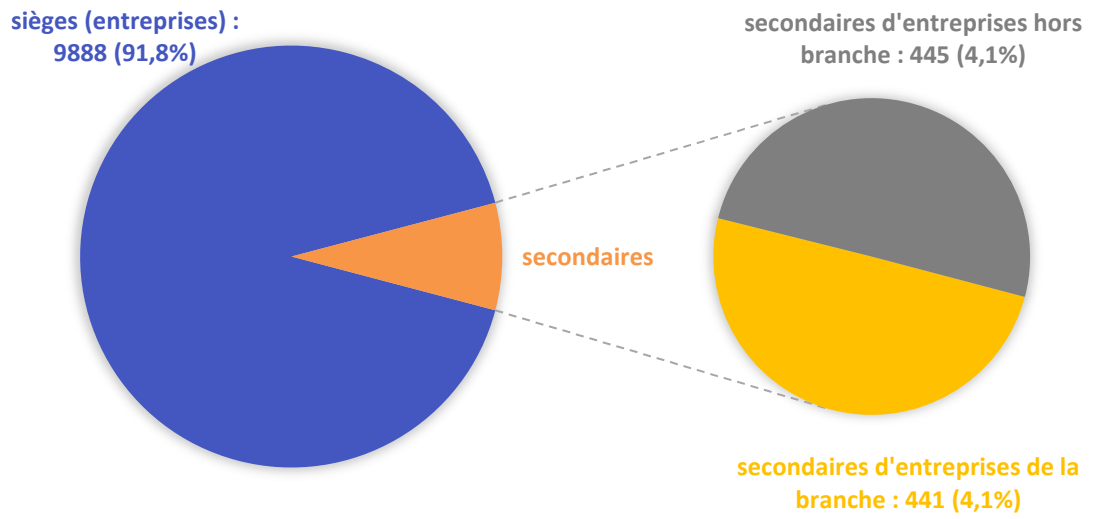
APE/NAF	Nombre d'établissements	Part (%)	Libellé
71.11Z	**9 533**	**88,48**	**Activités d'architecture**
74.10Z	481	4,46	Activités spécialisées de design
71.12B	291	2,70	Ingénierie, études techniques
74.90A	80	0,74	Activité des économistes de la construction
70.10Z	47	0,44	Activités des sièges sociaux
41.10A	45	0,42	Promotion immobilière de logements
94.12Z	27	0,25	Activités des organisations professionnelles dont CROA, CNOA
41.20A	22	0,20	Construction de maisons individuelles
64.20Z	21	0,19	Activités des sociétés holding
66.19A	21	0,19	Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier

Données au 01/03/2023.
Lecture : en 2023, la branche compte 9 533 établissements appartenant au segment NAF 71.11Z des activités d'architecture. Cet effectif représente 88,48 % de l'ensemble des établissements de la branche.
Sources : Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

1.2.2 Entreprises et établissements secondaires

La grande majorité des établissements employeurs de la branche sont des sièges d'entreprise (91,8 %) ce qui laisse entrevoir la prédominance des entreprises mono-établissement (**Figure 1**). De fait, les établissements secondaires employeurs d'entreprises de la branche représentent 4,1 % de l'ensemble (par exemple, une société d'architecture parisienne avec un établissement implanté dans une autre ville). Dans une même proportion, les établissements secondaires restants appartiennent à une entreprise dont l'activité principale est hors du champ de la CCN (par exemple, une société d'ingénierie possédant un établissement d'architecture).

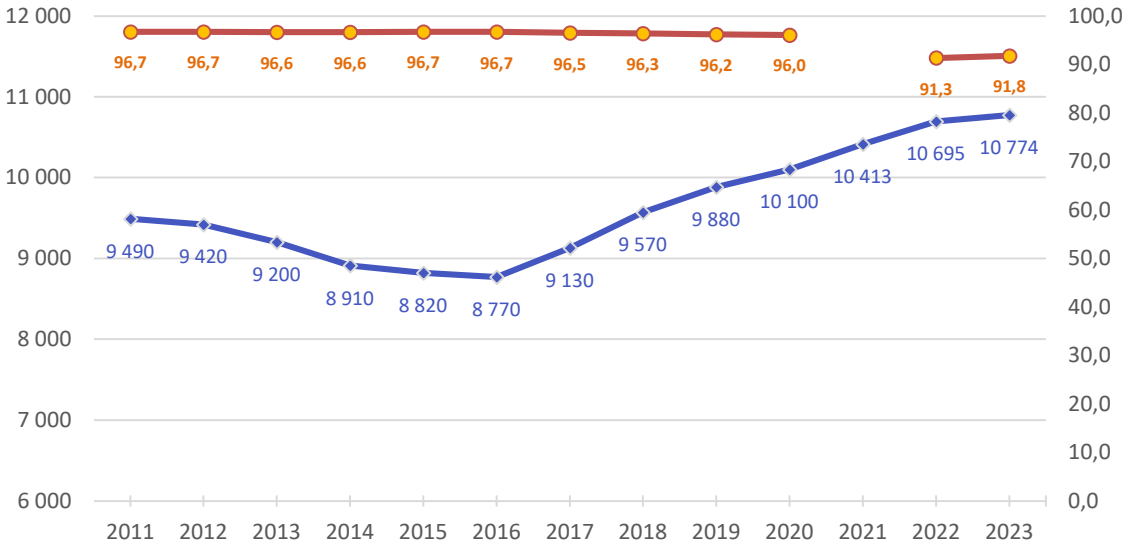
Figure 1 : Répartition des établissements de la branche par type (%, 2023)



Données au 01/03/2023.
Lecture : en 2023, la branche compte 9 888 établissements sièges (entreprises) qui représentent 91,8 % de l'ensemble des établissements. En outre, 441 établissements secondaires d'entreprises appartenant à la branche – soit 4,1 % de l'ensemble des établissements – sont dénombrés.
Sources : Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

Après une décrue jusqu'en 2016, le nombre total d'établissement a progressé continument à un rythme annuel moyen de 3,0 %. Il n'est pas exclu que la tendance puisse ralentir sur la dernière période en (Figure 2) en raison d'une perturbation dans la répartition des établissements sièges et secondaires faisant suite à la crise de la COVID. Toutefois, en l'état actuel des données disponibles pour l'année 2021, ces éléments d'hypothèses ne peuvent pas être évalués de façon robuste.

Figure 2 : Nombre d'établissements tous types confondus et part des entreprises (volume, %)

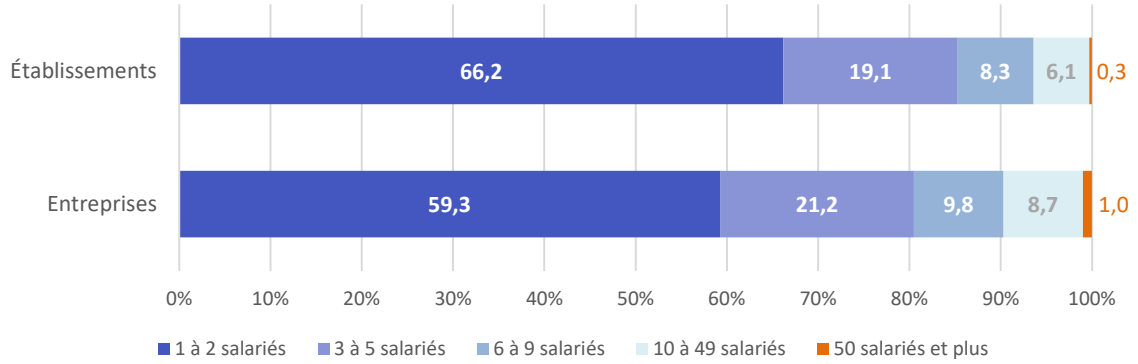


Données au 31/12 excepté pour 2023 (données en mars). Rupture de série en 2021 par changement de base de données.
Lecture : en 2023, la branche compte 10 774 établissements tous types confondus. En 2016, ce volume s'élevait à 8 770 établissements. Les entreprises représentent 91,8 % de l'ensemble des établissements en 2023.
Sources : Dares, *Les portraits statistiques de branches professionnelles*, 2022 ; Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

1.2.3 Taille des structures employeuses

Le tissu entrepreneurial de la branche est essentiellement composé de très petites structures. Ainsi, 90,3 % des entreprises et 93,6 % de l'ensemble des établissements comptent moins de 10 salariés (Figure 3). En retour, la part des structures de 50 salariés ou plus est marginale : 1 % pour les entreprises et 0,3 % pour les établissements. Il est à souligner que les autoentrepreneurs et les entreprises non-employeuses ne sont pas couverts par ce portrait de branche.

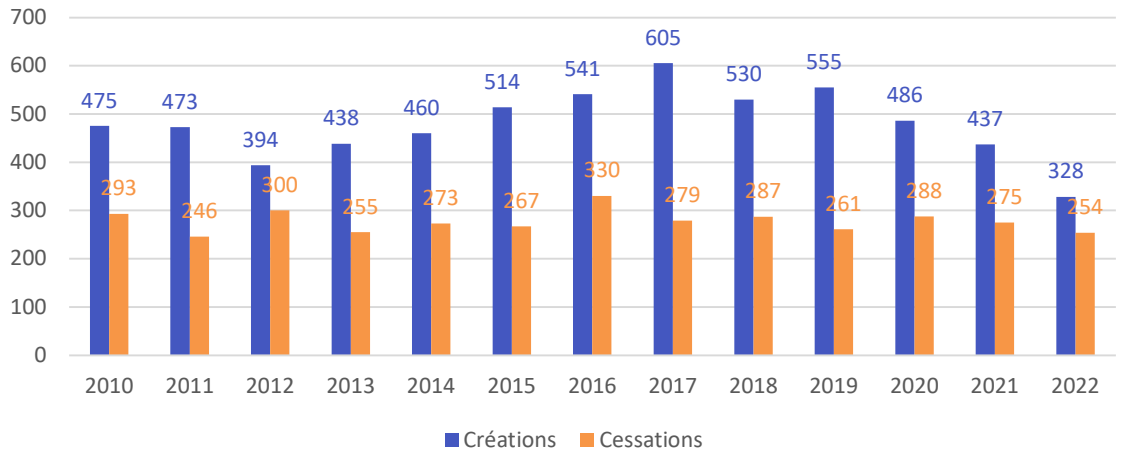
Figure 3 : Répartition des entreprises et établissements par nombre de salariés (%, 2023)



Données au 01/03/2023.
Lecture : 66,2 % des établissements de la branche comptent moins de trois salariés en 2023.
Sources : Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

1.2.4 Dynamique du tissu entrepreneurial : créations et cessations

Figure 4 : Nombre annuel de créations et de cessations d'établissements employeurs du champ des activités d'architecture (NAF 7111Z)



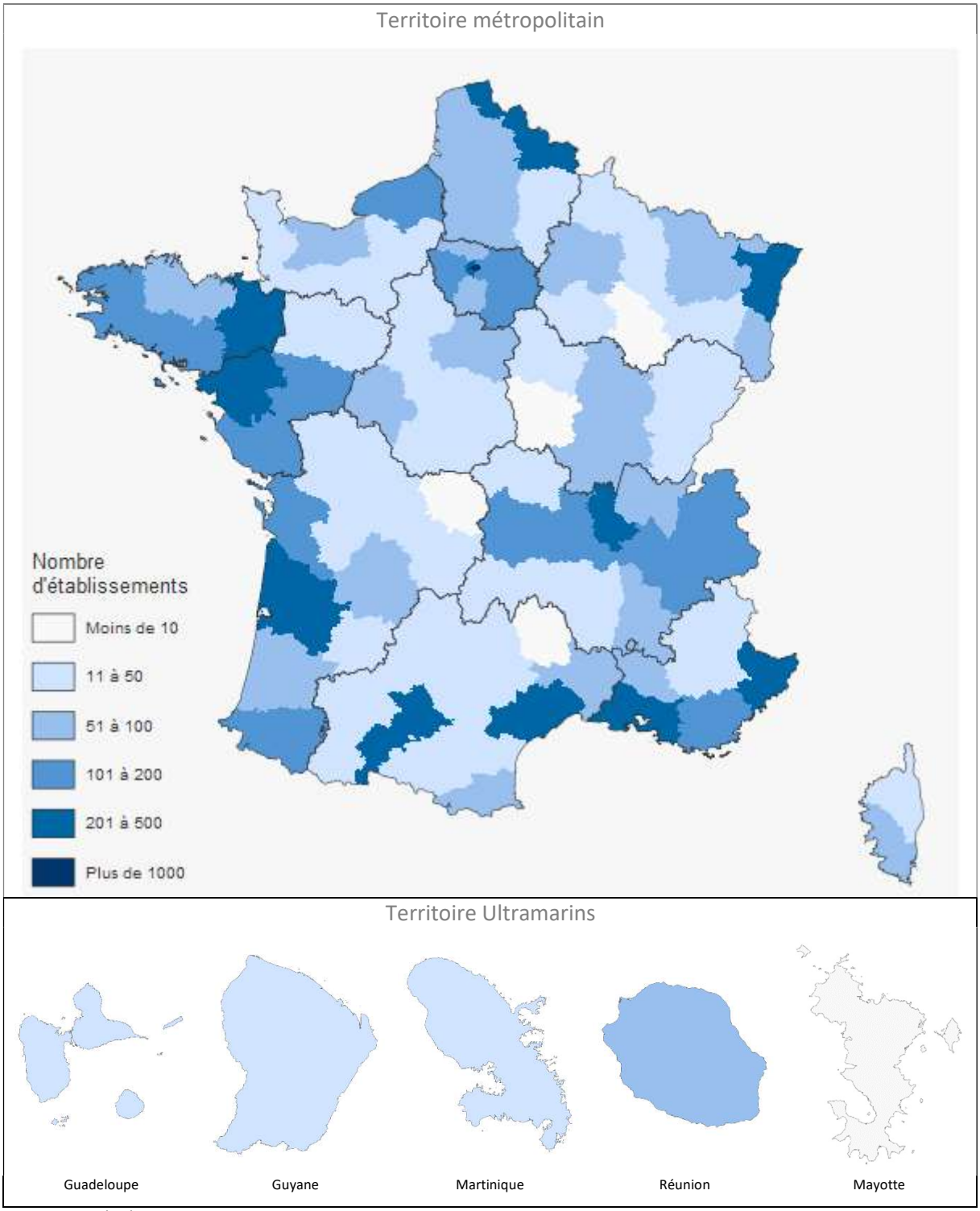
Créations et cessations hors transferts d'établissements (déménagement, changement de siège, etc.).
Lecture : [⚠ voir la remarque p. 3] 328 établissements employeurs enregistrés sous l'APE 7111Z ont été créés en 2022. Cette même année, 254 établissements employeurs du même champ ont été cessés.
Sources : Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

Depuis 2010, le tissu entrepreneurial employeur du segment des activités d'architecture (NAF 7111Z) bénéficie d'une dynamique fluctuante. Relativement aux créations – *ex nihilo* ou dans le cadre d'une reprise – les volumes de cessations sont plutôt stables. Ils fluctuent autour d'une moyenne de 277 cessations annuelles (***Figure 4***). En revanche, les créations ont connu une forte croissance de leurs volumes annuels jusqu'en 2016 puis la tendance s'est retournée. Néanmoins, le tissu entrepreneurial employeur du segment reste en expansion avec un solde positif de la démographie des établissements. En outre, une tendance cyclique décennale des créations émerge. Cette configuration rappelle la forte corrélation de l'activité de la branche avec l'ensemble du secteur de la construction.

1.2.5 Implantation territoriale des établissements employeurs

Les établissements employeurs sont essentiellement implantés dans les communes des principales métropoles (Figure 5) en lien direct avec le dynamisme socioéconomique qui caractérise ces territoires.

Figure 5 : Implantation départementale des établissements employeurs de la branche (nombre, 2023)



Données au 01/03/2023.
Lecture : le département de la Gironde compte de 201 à 500 établissements de la branche.
Sources : Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

1.3 Démographie des établissements au niveau au niveau des territoires

Tableau 2 : Démographie par nombre décroissant d'établissements (volumes, champ IDCC)

	Nombre d'établissements employeurs en 2023[1]				Démographie des établissements employeurs en 2022[2]	
	Moins de 10 salariés	10 à 49 salariés	50 et plus salariés	**Toute taille**	Nombre de créations	Nombre de cessations
IDF1 (75, 92, 93, 94)	2 321	247	19	**2 587**	50	32
Rhône Alpes 1 (01, 38, 69, 73, 74)	952	74	6	**1 032**	23	15
PACA	865	28	1	**894**	24	13
Aquitaine	688	36	1	**725**	18	9
Bretagne	627	39	0	**666**	18	11
Pays de Loire	594	41	2	**637**	19	14
Nord Pas de Calais	390	20	1	**411**	10	6
Languedoc	390	17	0	**407**	8	3
IDF2 (77, 78, 91, 95)	370	19	0	**389**	13	9
Alsace	290	16	0	**306**	6	4
Midi CUMT	237	19	1	**257**	5	3
Midi HCUMT	243	3	0	**246**	6	6
Rhône Alpes 2 (07, 26, 42)	216	13	0	**229**	3	5
Centre	206	12	0	**218**	3	6
Poitou Charentes	205	6	0	**211**	5	4
Lorraine	202	4	0	**206**	2	3
Auvergne	175	7	1	**183**	6	2
Haute Normandie	172	9	1	**182**	3	4
Basse Normandie	135	6	0	**141**	4	1
Bourgogne	133	7	0	**140**	3	3
Picardie	126	12	2	**140**	6	2
Franche Comté	106	3	0	**109**	1	1
Champagne Ardennes	94	8	0	**102**	0	3
Corse	90	2	0	**92**	0	2
Réunion	68	3	0	**71**	0	1
Limousin	64	1	0	**65**	2	2
Guadeloupe	39	0	0	**39**	0	0
Guyane	30	1	0	**31**	0	0
Martinique	29	0	0	**29**	2	0
Territ Outre-Mer	29	0	0	**29**	2	0
Ensemble	**10 086**	**653**	**35**	**10 774**	**242**	**164**

1 Données au 01/03/2023.
2 démographie observée du 01/0102022 au 31/12/2022. Créations et cessations hors transferts d'établissements (déménagement, changement de siège, etc.).
Lecture :306 établissements employeurs sont implantés sur le territoire conventionnel de l'Alsace dont 290 comptant moins de 10 salariés et 16 de 10 à 49 salariés. En 2022, 6 établissements employeurs ont été créés sur ce territoire alors que 4 ont été cessés.
Sources : Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

1.4 Démographie des entreprises au niveau au niveau des territoires

Tableau 3 : Démographie par nombre décroissant d'entreprises (volumes, champ IDCC)

	Nombre d'entreprises employeuses en 2023[1]				Démographie des entreprises employeuses en 2022[2]	
	Moins de 10 salariés	10 à 49 salariés	50 et plus salariés	**Toute taille**	Nombre de créations	Nombre de cessations
IDF1 (75, 92, 93, 94)	2 110	279	20	**2 409**	32	21
Rhône Alpes 1 (01, 38, 69, 73, 74)	862	78	4	**944**	16	10
PACA	805	28	1	**834**	18	8
Aquitaine	598	43	0	**641**	10	6
Bretagne	551	42	0	**593**	13	7
Pays de Loire	529	48	2	**579**	10	9
Languedoc	365	19	0	**384**	7	3
Nord Pas de Calais	348	24	1	**373**	6	4
IDF2 (77, 78, 91, 95)	336	22	0	**358**	10	8
Alsace	273	16	0	**289**	5	3
Midi CUMT	216	21	1	**238**	4	0
Midi HCUMT	225	5	0	**230**	6	6
Rhône Alpes 2 (07, 26, 42)	201	16	0	**217**	2	3
Lorraine	192	5	0	**197**	2	1
Centre	182	11	0	**193**	3	4
Poitou Charentes	183	8	0	**191**	2	2
Auvergne	148	10	1	**159**	4	1
Haute Normandie	148	8	2	**158**	2	3
Bourgogne	125	7	0	**132**	3	2
Basse Normandie	117	7	0	**124**	3	1
Picardie	103	11	3	**117**	4	0
Franche Comté	100	4	0	**104**	1	1
Champagne Ardennes	81	9	0	**90**	0	3
Corse	87	2	0	**89**	0	1
Réunion	64	4	0	**68**	0	1
Limousin	56	2	0	**58**	2	2
Guadeloupe	38	0	0	**38**	0	0
Guyane	29	1	0	**30**	0	0
Martinique	25	1	0	**26**	1	0
Territ Outre-Mer	25	0	0	**25**	1	0
Ensemble	**9 122**	**731**	**35**	**9 888**	**167**	**110**

1 Données au 01/03/2023.
2 démographie observée du 01/0102022 au 31/12/2022. Créations et cessations hors transferts d'établissements (déménagement, changement de siège, etc.).
Lecture : 289 entreprises employeuses sont implantées sur le territoire conventionnel de l'Alsace dont 273 comptant moins de 10 salariés et 16 de 10 à 49 salariés. En 2022, 5 entreprises employeuses ont été créées sur ce territoire alors que 3 ont été cessées.
Sources : Ministère du Travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023.

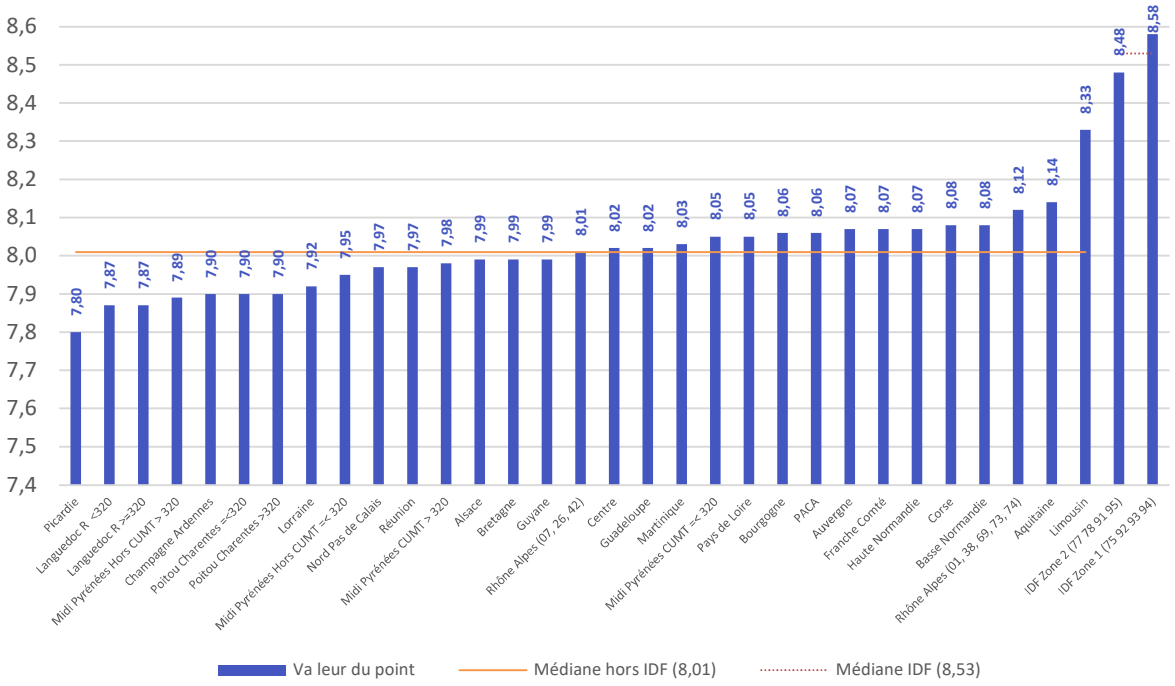
2. Principales caractéristiques des salariés de la branche

2.1 Définitions et remarques

- **Les territoires** retenus sont ceux définis par les périmètres des commissions territoriales paritaires tels que définis par la convention collective nationale.

- Dans la mesure où il est impossible pour l'INSEE de reproduire strictement la grille de rémunération conventionnelle, **une approximation par tranche salaire brut horaire en euros** est privilégiée. Dans ce cadre, deux ensembles territoriaux ont été retenus : l'ensemble du territoire de l'Île-de-France et le reste du territoire national. Cette dichotomie a été opérée en raison du poids des effectifs travaillant dans des entreprises et établissements de l'Île-de-France. Sur chacun de ces territoires agrégés, une valeur médiane de l'ensemble des points d'indice en vigueur sur les territoires conventionnels a été calculée (Figure 6).

Figure 6 : Valeurs territoriales du point et médiane des valeurs de points (2020)



Lecture : en Picardie, la valeur du point de 2020 s'élève à 7,80. Pour le territoire national hors Île-de-France, la médiane des valeurs de point s'établit à 8,01.
Sources : Données de branche, 2023.

Elle a ensuite été multipliée par les valeurs de coefficient définissant les différents niveaux dans la grille de classification conventionnelle afin de définir les bornes de salaire brut horaire. Les montants mensuels correspondant sont calculés en multipliant ces valeurs par la durée légale mensuelle du travail pour un contrat à temps plein de 35 heures soit 151,67 heures (Tableau 4).

Tableau 4 : Tranches de salaire brut pour une base de 35 heures (€)

		Tranches de salaire brut (€)			
		national hors Île-de-France		Île-de-France	
Catégorie / Niveau	Bornes de coefficients	horaire	mensuel	horaire	mensuel
Cat.1 / Niv.1	200 à 240	[10,15 ; 13,73[	[1 539,45 ; 2 082,65[	[10,15 ; 14,62[	[1 539,45 ; 2 217,85[
Cat.2 / Niv.1	260 à 300	[13,73 ; 16,90[	[2 082,65 ; 2563,26[	[14,62 ; 18,00[	[2 217,85 ; 2 729,66[
Cat.2 / Niv.2	320 à 360	[16,90 ; 20,07[	[2 563,26 ; 3043,87[	[18,00 ; 21,37[	[2 729,66 ; 3 241,47[
Cat.3 / Niv.1	380 à 420	[20,07 ; 23,24[	[3 043,87 ; 3524,48[	[21,37 ; 24,75[	[3 241,47 ; 3 753,28[
Cat.3 / Niv.2	440 à 480	[23,24 ; 26,41[	[3 524,48 ; 4005,09[	[24,75 ; 28,12[	[3 753,28 ; 4 265,09[
Cat.4 / Niv.1	500 à 540	[26,41 ; 29,58[	[4 005,09 ; 4485,70[	[28,12 ; 31,50[	[4 265,09 ; 4 776,90[
Cat.4 / Niv.2	560 à 600	≥ 29,58	≥ 4 485,70	≥ 31,5	≥ 4 776,90

Lecture : pour le niveau 1 de la catégorie 1, les coefficients limites s'étendent de 200 à 240. Leur multiplication par la médiane des points de valeur territoriaux conduit à retenir une tranche de salaire brut horaire s'étendant de 10,15 € à moins de 13,73 € soit, pour une durée mensuelle du travail, s'étendant de 1 539,45 € à moins de 2 082,65 € pour le territoire national hors Île-de-France.
Sources : Données de branche, 2023.

Finalement, les effectifs salariés sont ventilés dans les différentes classes ainsi constituées en fonction de leur salaire brut. En d'autres termes, **il ne s'agit pas de leur position exacte dans la grille de classification mais d'une approximation au regard de leur revenus salariaux bruts horaires observés (à supposer que tous les salariés sont rémunérés au SMIC de branche)**. Les données mobilisées sont celles de l'année 2020.

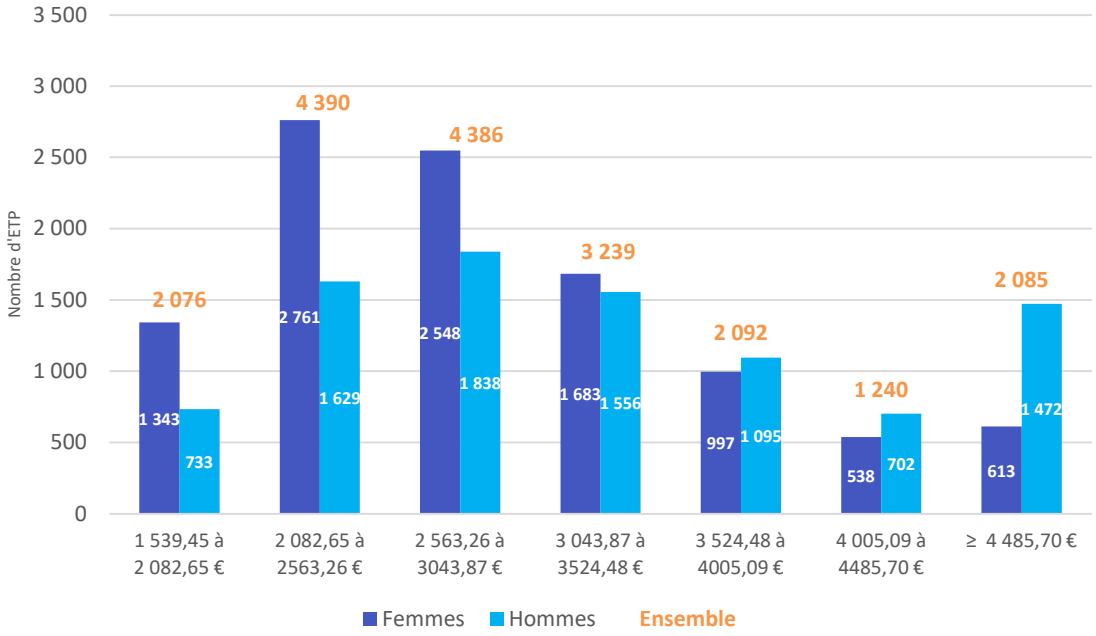
2.2 Vue d'ensemble sur le territoire national

2.2.1 Répartitions des salariés par sexe et tranche de salaire (territoires agrégés)

En 2020, la branche compte 30 142 ETP dont 35,3 % localisés en Île-de-France. 54,0 % de l'ensemble des ETP sont occupés par des femmes (Figure 7 et Figure 9).

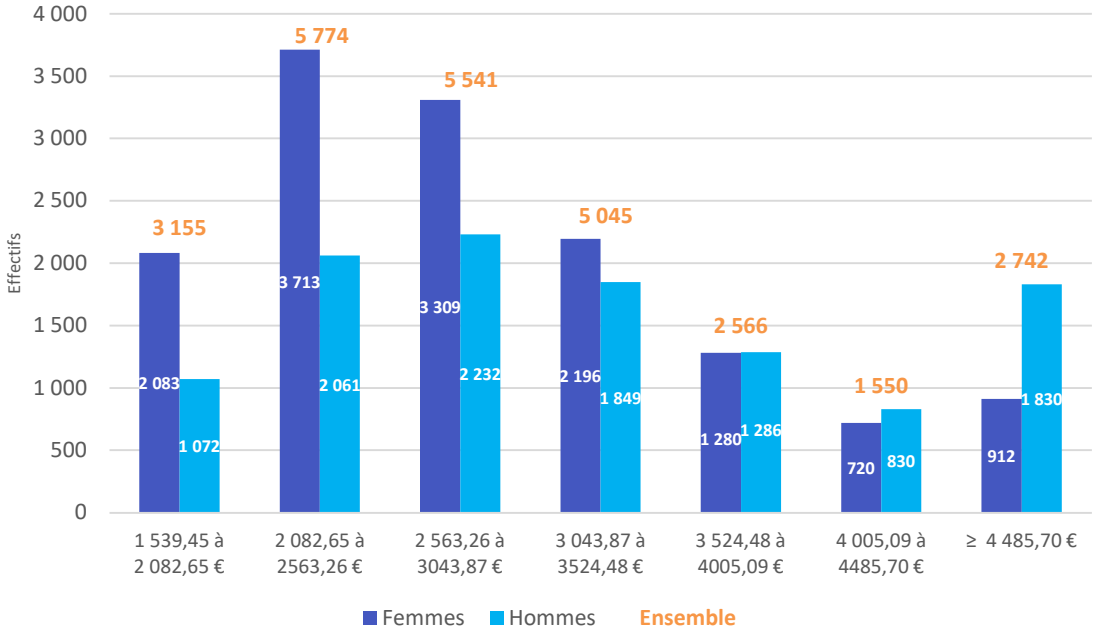
La branche regroupe 39 325 salariés en 2020 dont 35,5 % travaillent en Île-de-France (Figure 8 et Figure 10). La proportion de femmes est un peu plus importante que celle des hommes dans la mesure où le taux de féminisation atteint 56,0 %.

Figure 7 : Ventilation des ETP par tranche de salaire brut mensuel en 2020 hors IDF (volumes)



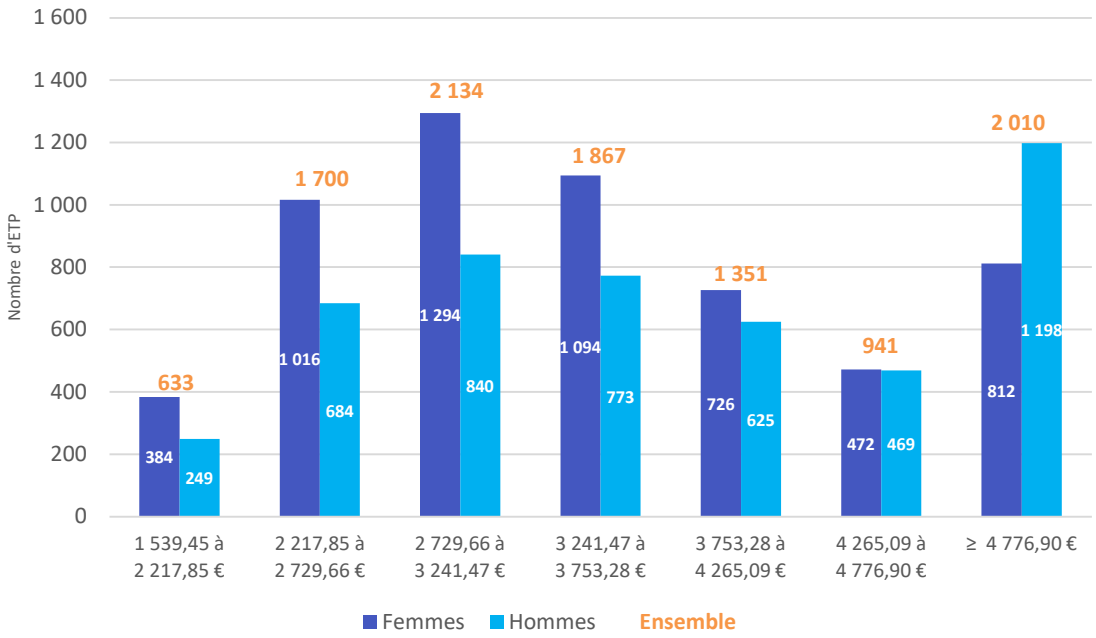
Lecture : sur l'ensemble du territoire national hors IDF, 2 076 ETP sont recensés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 1 343 d'entre eux sont occupés par des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 8 : Ventilation des effectifs salariés par tranche de salaire brut mensuel en 2020 hors IDF (effectifs)



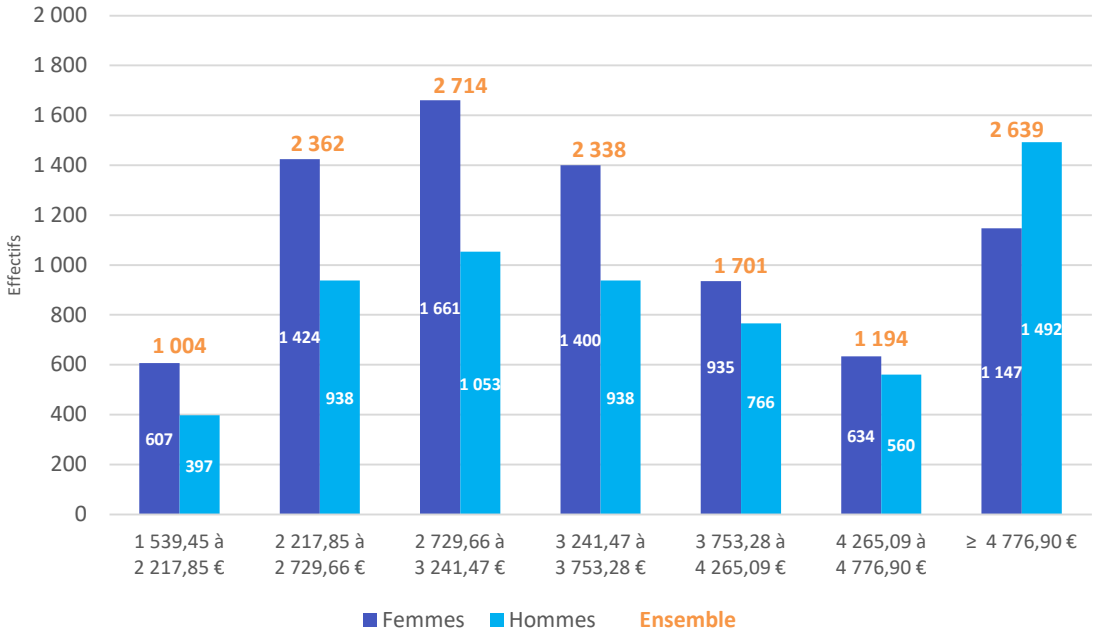
Lecture : sur l'ensemble du territoire national hors IDF, 3 155 salariés sont regroupés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 2 083 d'entre eux sont des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 9 : Ventilation des ETP par catégories CCN en 2020 en IDF (volumes)



Lecture : sur le territoire de l'IDF, 633 ETP sont recensés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 384 d'entre eux sont occupés par des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 10 : Ventilation salariés par catégories CCN en 2020 en IDF (effectifs)

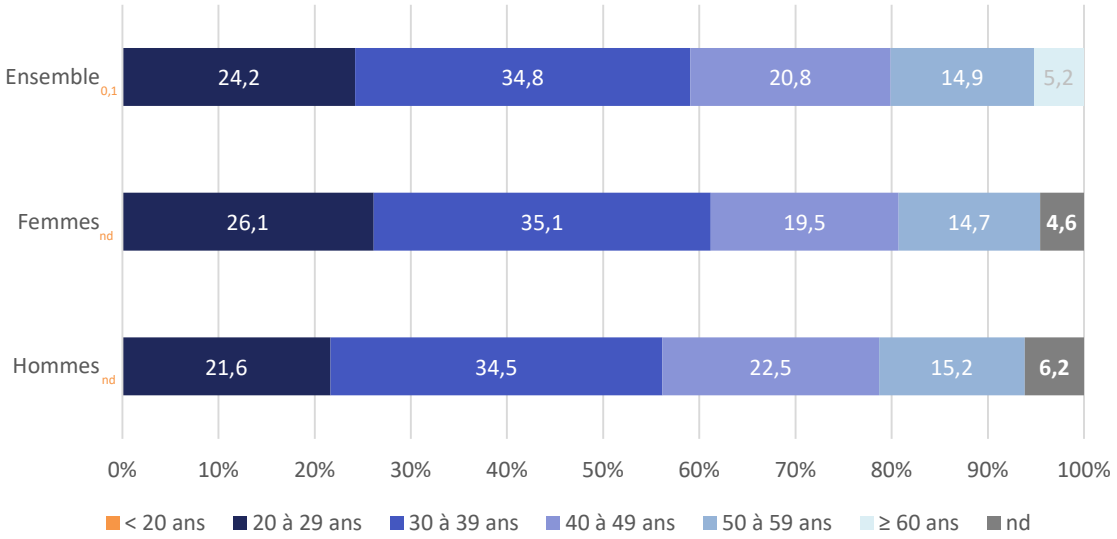


Lecture : sur le territoire de l'IDF, 1 004 salariés sont regroupés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 607 d'entre eux sont des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

2.2.2 Répartition des salariés tranche d'âge (territoires agrégés)

Globalement, sur l'ensemble du territoire national, les salariés de la branche sont relativement jeunes puisqu'ils sont 59,1 % à être âgés de moins de 40 ans. Cette classe d'âge est surreprésentée chez les femmes. Elle atteint 61,2 % contre 56,2 % chez les hommes.

Figure 11 : Répartition des salariés par tranche d'âge en fonction du sexe (ensemble du territoire national, %)



Nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur l'ensemble du territoire national, 24,2 % des salariés de la branche sont âgés de 20 à 29 ans. Cette proportion atteint 26,1 % chez les femmes et 21,6 % chez les hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

2.3 Équivalents temps plein (ETP) et effectifs hors IDF

Tableau 5 : Volumes d'ETP et part des femmes par tranche de revenu brut en 2020 hors IDF (volumes, %)

Tranche salaire brut mensuel € 2020	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Alsace	91 *(74,7 %)*	204 *(60,3 %)*	196 *(53,6 %)*	144 *(45,8 %)*	76 *(55,3 %)*	52 *(46,2 %)*	78 *(28,2 %)*	841 *(53,5 %)*
Aquitaine	190 *(61,6 %)*	414 *(63,8 %)*	431 *(58,7 %)*	268 *(59,3 %)*	162 *(50,6 %)*	106 *(49,1 %)*	139 *(31,7 %)*	1 710 *(56,8 %)*
Auvergne	63 *(63,5 %)*	138 *(50,7 %)*	109 *(58,7 %)*	75 *(44,0 %)*	35 *(42,9 %)*	11 *(54,5 %)*	27 *(25,9 %)*	459 *(51,0 %)*
Basse-Normandie	31 *(48,4 %)*	67 *(58,2 %)*	73 *(61,6 %)*	49 *(53,1 %)*	26 *(53,8 %)*	19 *(31,6 %)*	27 *(25,9 %)*	292 *(52,1 %)*
Bourgogne	36 *(66,7 %)*	77 *(68,8 %)*	78 *(65,4 %)*	48 *(52,1 %)*	39 *(56,4 %)*	20 *(40,0 %)*	23 *(30,4 %)*	321 *(59,2 %)*
Bretagne	163 *(62,6 %)*	482 *(62,4 %)*	420 *(55,5 %)*	263 *(46,0 %)*	153 *(42,5 %)*	71 *(38,0 %)*	114 *(28,1 %)*	1 666 *(52,9 %)*
Centre	51 *(64,7 %)*	104 *(65,4 %)*	100 *(55,0 %)*	98 *(49,0 %)*	50 *(46,0 %)*	34 *(35,3 %)*	48 *(31,3 %)*	485 *(52,4 %)*
Champagne-Ardenne	24 *(75,0 %)*	52 *(55,8 %)*	76 *(56,6 %)*	55 *(56,4 %)*	35 *(40,0 %)*	22 *(27,3 %)*	27 *(22,2 %)*	291 *(50,5 %)*
Corse	26 *(53,8 %)*	28 *(60,7 %)*	29 *(37,9 %)*	21 *(57,1 %)*	10 *(50,0 %)*	10 *(40,0 %)*	21 *(33,3 %)*	145 *(48,3 %)*
Franche-Comté	26 *(57,7 %)*	62 *(51,6 %)*	45 *(48,9 %)*	31 *(35,5 %)*	14 *(57,1 %)*	14 *(50,0 %)*	17 *(35,3 %)*	209 *(48,3 %)*
Guadeloupe	10 *(nd)*	15 *(nd)*	10 *(nd)*	10 *(40,0 %)*	nd *(nd)*	nd *(nd)*	9 *(nd)*	65 *(58,5 %)*
Guyane	nd *(nd)*	8 *(nd)*	21 *(nd)*	14 *(nd)*	11 *(45,5 %)*	nd *(nd)*	10 *(60,0 %)*	75 *(52,0 %)*
Haute-Normandie	50 *(76,0 %)*	94 *(52,1 %)*	99 *(64,6 %)*	80 *(55,0 %)*	65 *(55,4 %)*	42 *(52,4 %)*	108 *(22,2 %)*	538 *(51,5 %)*
Languedoc-Roussillon	104 *(59,6 %)*	186 *(65,6 %)*	207 *(56,0 %)*	144 *(52,1 %)*	93 *(45,2 %)*	44 *(31,8 %)*	68 *(27,9 %)*	846 *(53,2 %)*
Limousin	13 *(46,2 %)*	39 *(61,5 %)*	28 *(39,3 %)*	25 *(52,0 %)*	14 *(50,0 %)*	9 *(nd)*	4 *(nd)*	131 *(52,7 %)*
Lorraine	47 *(66,0 %)*	108 *(61,1 %)*	110 *(53,6 %)*	89 *(46,1 %)*	60 *(50,0 %)*	27 *(33,3 %)*	53 *(26,4 %)*	495 *(50,3 %)*
Martinique	nd *(nd)*	12 *(nd)*	14 *(nd)*	9 *(nd)*	nd *(nd)*	5 *(nd)*	11 *(nd)*	69 *(47,8 %)*
Midi-Pyrénées HCUMT	91 *(63,7 %)*	125 *(59,2 %)*	115 *(60,0 %)*	44 *(56,8 %)*	27 *(37,0 %)*	12 *(41,7 %)*	25 *(12,0 %)*	439 *(55,6 %)*
Midi-Pyrénées CUMT	85 *(75,3 %)*	226 *(65,5 %)*	185 *(57,8 %)*	122 *(60,7 %)*	69 *(52,2 %)*	43 *(46,5 %)*	65 *(35,4 %)*	794 *(59,4 %)*
	127	256	258	208	165	89	134	1 238

Tranche salaire brut mensuel € 2020	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Nord-Pas-de-Calais	*(59,1 %)*	*(63,7 %)*	*(55,8 %)*	*(48,6 %)*	*(41,2 %)*	*(44,9 %)*	*(26,1 %)*	*(50,5 %)*
PACA	201 *(68,7 %)*	320 *(65,6 %)*	319 *(60,5 %)*	290 *(53,8 %)*	173 *(47,4 %)*	117 *(47,0 %)*	209 *(35,4 %)*	1 629 *(55,7 %)*
Pays de la Loire	200 *(62,0 %)*	398 *(61,8 %)*	445 *(52,8 %)*	298 *(45,6 %)*	191 *(38,2 %)*	114 *(40,4 %)*	179 *(24,6 %)*	1 825 *(49,5 %)*
Picardie	48 *(83,3 %)*	73 *(60,3 %)*	72 *(61,1 %)*	66 *(51,5 %)*	29 *(55,2 %)*	34 *(44,1 %)*	77 *(24,7 %)*	399 *(53,1 %)*
Poitou-Charentes	70 *(61,4 %)*	110 *(68,2 %)*	96 *(58,3 %)*	74 *(52,7 %)*	52 *(51,9 %)*	26 *(42,3 %)*	38 *(28,9 %)*	466 *(56,2 %)*
La Réunion	24 *(62,5 %)*	40 *(57,5 %)*	51 *(62,7 %)*	35 *(54,3 %)*	31 *(45,2 %)*	14 *(28,6 %)*	31 *(35,5 %)*	226 *(51,8 %)*
Rhône-Alpes (01, 38, 69, 73, 74)	66 *(74,2 %)*	133 *(70,7 %)*	119 *(55,5 %)*	91 *(52,7 %)*	48 *(39,6 %)*	25 *(44,0 %)*	44 *(22,7 %)*	528 *(56,1 %)*
Rhône-Alpes (07, 26, 42)	222 *(63,1 %)*	618 *(66,0 %)*	682 *(66,1 %)*	587 *(55,5 %)*	450 *(51,6 %)*	272 *(45,2 %)*	499 *(31,9 %)*	3 330 *(55,2 %)*
Ensemble	**2 076** ***(64,7 %)***	**4 390** ***(62,9 %)***	**4 386** ***(58,1 %)***	**3 239** ***(52,0 %)***	**2 091** ***(47,7 %)***	**1 240** ***(43,4 %)***	**2 084** ***(29,4 %)***	**19 506** ***(53,7 %)***

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Entre parenthèses, la proportion d'ETP occupés par des femmes.
En raison des arrondis opérés sur les coefficients de calculs des ETP, les sommes des volumes figurant dans le tableau ne sont pas toujours strictement égales aux sommes des volumes ventilés par catégorie et région.
Lecture : en alsace, 81 ETP sont recensés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 74,7 % de ces ETP sont occupés par des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 6 : Nombre de salariés et par des femmes par tranche de revenu brut en 2020 hors IDF (effectifs, %)

Tranche salaire brut mensuel € 2020	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Alsace	141 *(71,6 %)*	258 *(62,8 %)*	230 *(55,2 %)*	172 *(47,7 %)*	94 *(58,5 %)*	63 *(50,8 %)*	106 *(34,0 %)*	1 064 *(55,9 %)*
Aquitaine	289 *(63,0 %)*	549 *(64,1 %)*	559 *(60,5 %)*	351 *(59,8 %)*	201 *(53,2 %)*	139 *(51,8 %)*	199 *(37,2 %)*	2 287 *(58,4 %)*
Auvergne	89 *(64,0 %)*	166 *(53,0 %)*	138 *(58,7 %)*	89 *(46,1 %)*	44 *(43,2 %)*	17 *(58,8 %)*	36 *(25,0 %)*	579 *(52,7 %)*
Basse-Normandie	43 *(58,1 %)*	85 *(61,2 %)*	88 *(61,4 %)*	60 *(55,0 %)*	31 *(54,8 %)*	23 *(34,8 %)*	34 *(32,4 %)*	364 *(54,9 %)*
Bourgogne	54 *(66,7 %)*	99 *(68,7 %)*	98 *(65,3 %)*	55 *(54,5 %)*	43 *(58,1 %)*	28 *(46,4 %)*	30 *(33,3 %)*	407 *(60,4 %)*
Bretagne	256 *(64,1 %)*	610 *(64,1 %)*	535 *(58,1 %)*	316 *(48,4 %)*	189 *(45,5 %)*	91 *(42,9 %)*	152 *(32,9 %)*	2149 *(55,6 %)*
Centre	80 *(65,0 %)*	136 *(66,9 %)*	124 *(57,3 %)*	124 *(51,6 %)*	59 *(47,5 %)*	42 *(38,1 %)*	64 *(32,8 %)*	629 *(54,5 %)*
Champagne-Ardenne	37 *(75,7 %)*	69 *(63,8 %)*	88 *(59,1 %)*	69 *(56,5 %)*	41 *(41,5 %)*	25 *(32,0 %)*	32 *(28,1 %)*	361 *(54,6 %)*

Tranche salaire brut mensuel € 2020	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Corse	42 *(61,9 %)*	40 *(65,0 %)*	37 *(45,9 %)*	30 *(56,7 %)*	14 *(57,1 %)*	13 *(46,2 %)*	31 *(41,9 %)*	207 *(54,6 %)*
Franche-Comté	38 *(63,2 %)*	78 *(56,4 %)*	58 *(48,3 %)*	39 *(38,5 %)*	18 *(61,1 %)*	18 *(55,6 %)*	25 *(44,0 %)*	274 *(52,2 %)*
Guadeloupe	16 *(nd)*	22 *(nd)*	12 *(nd)*	12 *(41,7 %)*	nd *(nd)*	nd *(nd)*	14 *(nd)*	87 *(62,1 %)*
Guyane	nd *(nd)*	11 *(nd)*	29 *(nd)*	16 *(nd)*	14 *(42,9 %)*	nd *(nd)*	12 *(58,3 %)*	97 *(53,6 %)*
Haute-Normandie	80 *(72,5 %)*	131 *(53,4 %)*	128 *(63,3 %)*	99 *(58,6 %)*	76 *(56,6 %)*	55 *(56,4 %)*	133 *(25,6 %)*	702 *(53,4 %)*
Languedoc-Roussillon	166 *(63,3 %)*	255 *(66,3 %)*	260 *(57,7 %)*	184 *(53,8 %)*	115 *(47,8 %)*	55 *(36,4 %)*	90 *(32,2 %)*	1125 *(55,7 %)*
Limousin	18 *(50,0 %)*	51 *(62,7 %)*	34 *(44,1 %)*	30 *(53,3 %)*	17 *(52,9 %)*	11 *(nd)*	6 *(nd)*	167 *(54,5 %)*
Lorraine	71 *(64,8 %)*	136 *(61,0 %)*	137 *(54,7 %)*	107 *(48,6 %)*	75 *(53,3 %)*	33 *(39,4 %)*	68 *(29,4 %)*	627 *(52,5 %)*
Martinique	nd *(nd)*	17 *(nd)*	19 *(nd)*	13 *(nd)*	nd *(nd)*	7 *(nd)*	14 *(nd)*	95 *(50,5 %)*
Midi-Pyrénées HCUMT	136 *(66,2 %)*	168 *(63,1 %)*	141 *(61,0 %)*	59 *(59,3 %)*	34 *(41,2 %)*	17 *(47,1 %)*	37 *(21,6 %)*	592 *(58,6 %)*
Midi-Pyrénées CUMT	129 *(75,2 %)*	292 *(66,8 %)*	236 *(60,6 %)*	159 *(61,6 %)*	93 *(54,8 %)*	53 *(50,9 %)*	89 *(40,4 %)*	1 051 *(61,6 %)*
Nord-Pas-de-Calais	191 *(60,2 %)*	324 *(63,9 %)*	324 *(56,8 %)*	259 *(51,7 %)*	203 *(42,9 %)*	111 *(49,5 %)*	173 *(31,8 %)*	1585 *(52,8 %)*
PACA	312 *(69,2 %)*	454 *(65,6 %)*	427 *(63,2 %)*	374 *(56,1 %)*	221 *(50,2 %)*	149 *(47,7 %)*	281 *(38,8 %)*	2 218 *(57,9 %)*
Pays de la Loire	294 *(65,0 %)*	523 *(62,7 %)*	555 *(54,4 %)*	374 *(49,5 %)*	228 *(39,0 %)*	139 *(42,4 %)*	242 *(27,3 %)*	2355 *(51,8 %)*
Picardie	64 *(84,4 %)*	88 *(62,5 %)*	87 *(60,9 %)*	76 *(51,3 %)*	36 *(55,6 %)*	39 *(41,0 %)*	93 *(23,7 %)*	483 *(53,6 %)*
Poitou-Charentes	91 *(62,6 %)*	148 *(68,2 %)*	124 *(57,3 %)*	91 *(54,9 %)*	62 *(54,8 %)*	31 *(38,7 %)*	59 *(33,9 %)*	606 *(56,9 %)*
La Réunion	33 *(60,6 %)*	54 *(59,3 %)*	61 *(60,7 %)*	46 *(52,2 %)*	38 *(47,4 %)*	18 *(27,8 %)*	39 *(35,9 %)*	289 *(51,9 %)*
Rhône-Alpes (01, 38, 69, 73, 74)	103 *(75,7 %)*	178 *(71,9 %)*	157 *(58,0 %)*	107 *(56,1 %)*	60 *(43,3 %)*	31 *(41,9 %)*	63 *(25,4 %)*	699 *(58,9 %)*
Rhône-Alpes (07, 26, 42)	359 *(63,0 %)*	832 *(67,4 %)*	855 *(67,7 %)*	734 *(57,9 %)*	543 *(53,6 %)*	331 *(48,6 %)*	620 *(35,6 %)*	4 274 *(57,7 %)*
Ensemble	**3 155** ***(66,0 %)***	**5 774** ***(64,3 %)***	**5 541** ***(59,7 %)***	**4 045** ***(54,3 %)***	**2 566** ***(49,9 %)***	**1 550** ***(46,5 %)***	**2 742** ***(33,3 %)***	**25 373** ***(56,0 %)***

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Entre parenthèses, proportion de femme dans l'effectif.
Lecture : en alsace, 141 salariés sont recensés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 71,6 % d'entre eux sont des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

2.4 Équivalents temps plein (ETP) et effectifs en IDF

Tableau 7 : Volumes d'ETP et part des femmes par tranche de revenu brut en 2020 en IDF (volumes, %)

Tranche salaire brut mensuel € 2020	1 539,45 à 2 217,85 €	2 217,85 à 2 729,66 €	2 729,66 à 3 241,47 €	3 241,47 à 3 753,28 €	3 753,28 à 4 265,09 €	4 265,09 à 4 776,90 €	≥ 4 776,90 €	Toute rémunération
IDF1 (75, 92, 93, 94)	542 *(60,9 %)*	1 579 *(59,5 %)*	1 977 *(60,6 %)*	1 737 *(59,1 %)*	1 261 *(54,4 %)*	889 *(50,3 %)*	1 892 *(41,1 %)*	9 878 *(54,7 %)*
IDF2 (77, 78, 91, 95)	92 *(58,7 %)*	120 *(62,5 %)*	156 *(61,5 %)*	130 *(52,3 %)*	90 *(44,4 %)*	53 *(47,2 %)*	118 *(29,7 %)*	758 *(52,0 %)*
Ensemble	**634** ***(60,6 %)***	**1 699** ***(59,8 %)***	**2 133** ***(60,7 %)***	**1 867** ***(58,6 %)***	**1 351** ***(53,7 %)***	**942** ***(50,1 %)***	**2 010** ***(40,4 %)***	**10 636** ***(54,5 %)***

Entre parenthèses, la proportion d'ETP occupés par des femmes.
En raison des arrondis opérés sur les coefficients de calculs des ETP, les sommes des volumes figurant dans le tableau ne sont pas toujours strictement égales aux sommes des volumes ventilés par catégorie et région.
Lecture : sur le territoire IDF1, 542 ETP sont recensés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 60,9 % de ces ETP sont occupés par des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 8 : Nombre de salariés et par des femmes par tranche de revenu brut en 2020 en IDF (effectifs, %)

Tranche salaire brut mensuel € 2020	1 539,45 à 2 217,85 €	2 217,85 à 2 729,66 €	2 729,66 à 3 241,47 €	3 241,47 à 3 753,28 €	3 753,28 à 4 265,09 €	4 265,09 à 4 776,90 €	≥ 4 776,90 €	Toute rémunération
IDF1 (75, 92, 93, 94)	864 *(61,0 %)*	2 191 *(60,1 %)*	2 509 *(60,9 %)*	2 175 *(60,3 %)*	1 589 *(55,5 %)*	1 124 *(53,5 %)*	2 472 *(44,2 %)*	12 924 *(56,2 %)*
IDF2 (77, 78, 91, 95)	140 *(57,1 %)*	171 *(62,6 %)*	205 *(64,9 %)*	163 *(54,6 %)*	112 *(47,3 %)*	70 *(47,1 %)*	167 *(32,9 %)*	1 028 *(53,5 %)*
Ensemble	**1 004** ***(60,5 %)***	**2 362** ***(60,3 %)***	**2 714** ***(61,2 %)***	**2 338** ***(59,9 %)***	**1 701** ***(55,0 %)***	**1 194** ***(53,1 %)***	**2 639** ***(43,5 %)***	**13 952** ***(56,0 %)***

Entre parenthèses, la part de femmes dans l'effectif.
Lecture : sur le territoire IDF1, 864 salariés sont recensés regroupés dans la tranche salariale minimale équivalent approximativement au niveau 1 de la catégorie 1 de la convention collective nationale. 61,0 % d'entre eux sont des femmes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

2.5 Répartition des salariés par tranche d'âge au niveau des territoires

Tableau 9 : Répartition des salariés par tranche d'âge en fonction du sexe en 2020 hors IDF (%)

		< 20 ans	20 ans à 29 ans	30 ans à 39 ans	40 ans à 49 ans	50 ans à 59 ans	≥ 60 ans	nd
Alsace	T	nd	25,6	34,9	17,9	17,2	nd	4,5
	F	nd	28,1	35,0	15,6	17,6	3,7	0,0
	H	nd	22,4	34,8	20,7	16,6	nd	5,5
Aquitaine	T	nd	22,8	35,9	21,2	15,3	4,8	0,0
	F	nd	23,2	36,8	20,5	15,0	4,5	0,0
	H	nd	22,3	34,8	22,1	15,8	5,1	0,0
Auvergne	T	nd	20,9	35,1	24,9	14,5	nd	4,7
	F	nd	20,0	37,0	24,3	15,4	nd	3,3
	H	nd	21,9	32,8	25,5	13,5	6,2	0,0
Basse-Normandie	T	nd	17,0	32,4	19,2	25,5	5,8	0,0
	F	nd	14,5	33,5	20,0	26,5	5,5	0,0
	H	nd	20,1	31,1	18,3	24,4	6,1	0,0
Bourgogne	T	nd	19,7	31,4	24,3	18,7	nd	5,9
	F	nd	nd	28,5	26,0	17,9	nd	27,6
	H	nd	nd	36,0	21,7	19,9	nd	22,4
Bretagne	T	nd	20,8	33,6	25,5	15,9	nd	4,1
	F	nd	21,6	35,3	23,9	nd	nd	19,2
	H	nd	19,8	31,4	27,6	nd	nd	21,2
Centre	T	nd	18,9	28,1	24,3	20,3	nd	8,3
	F	nd	19,5	30,0	23,3	17,8	nd	9,3
	H	nd	18,2	25,9	25,5	23,4	nd	7,0
Champagne-Ardenne	T	nd	18,3	34,3	22,4	17,5	7,5	0,0
	F	nd	19,8	34,5	20,8	18,3	6,6	0,0
	H	nd	16,5	34,1	24,4	16,5	8,5	0,0
Corse	T	nd	22,7	39,1	16,4	16,9	4,8	0,0
	F	nd	25,7	42,5	12,4	15,0	4,4	0,0
	H	nd	19,1	35,1	21,3	19,1	5,3	0,0
Franche-Comté	T	nd	20,8	35,4	20,8	15,7	7,3	0,0
	F	nd	21,0	36,4	21,0	16,8	4,9	0,0
	H	nd	20,6	34,4	20,6	14,5	9,9	0,0
Guadeloupe	T	nd	17,2	27,6	16,1	nd	nd	39,1
	F	nd	nd	nd	nd	29,6	nd	70,4
	H	nd	nd	nd	nd	nd	nd	100,0
Guyane	T	nd	27,8	35,1	21,6	nd	nd	15,5
	F	nd	19,2	38,5	nd	nd	nd	42,3
	H	nd	37,8	31,1	nd	nd	nd	31,1
	T	nd	20,2	30,3	23,2	19,7	6,6	0,0

		< 20 ans	20 ans à 29 ans	30 ans à 39 ans	40 ans à 49 ans	50 ans à 59 ans	≥ 60 ans	nd
Haute-Normandie	F	nd	18,7	32,3	24,5	20,0	4,5	0,0
	H	nd	22,0	28,1	21,7	19,3	8,9	0,0
Languedoc-Roussillon	T	nd	19,7	30,2	25,1	17,9	nd	7,1
	F	nd	22,0	31,3	21,9	18,5	6,4	0,0
	H	nd	16,9	28,9	29,1	17,1	nd	8,0
Limousin	T	nd	12,0	26,9	33,5	24,6	3,0	0,0
	F	nd	13,2	23,1	29,7	28,6	5,5	0,0
	H	nd	10,5	31,6	38,2	19,7	nd	0,0
Lorraine	T	nd	22,6	30,1	20,7	19,8	nd	6,7
	F	nd	25,2	29,5	16,4	25,5	nd	3,3
	H	nd	19,8	30,9	25,5	13,4	10,4	0,0
Martinique	T	nd	18,9	17,9	23,2	26,3	13,7	0,0
	F	nd	20,8	nd	25,0	nd	16,7	37,5
	H	nd	17,0	nd	21,3	nd	10,6	51,1
Midi-Pyrénées HCUMT	T	nd	18,1	26,4	25,2	23,3	7,1	0,0
	F	nd	18,2	26,8	27,1	22,5	5,5	0,0
	H	nd	18,0	25,7	22,4	24,5	9,4	0,0
Midi-Pyrénées CUMT	T	nd	24,4	36,6	21,4	13,2	nd	4,4
	F	nd	27,0	39,7	19,3	11,4	2,5	0,0
	H	nd	20,0	31,7	24,8	16,1	nd	7,4
Nord-Pas-de-Calais	T	nd	23,7	34,1	22,1	15,8	nd	4,4
	F	nd	26,5	34,4	20,2	15,2	3,7	0,0
	H	nd	20,5	33,7	24,2	16,6	nd	5,1
PACA	T	nd	21,6	33,5	20,0	17,4	7,4	0,0
	F	nd	23,7	32,8	18,3	18,1	7,2	0,0
	H	nd	18,8	34,5	22,4	16,5	7,8	0,0
Pays de la Loire	T	nd	20,0	34,8	23,7	17,4	nd	4,2
	F	nd	21,6	35,0	22,1	18,0	nd	3,3
	H	nd	18,1	34,5	25,4	16,7	nd	5,2
Picardie	T	nd	16,8	30,8	26,5	18,6	nd	7,2
	F	nd	18,1	33,2	23,9	17,8	nd	6,9
	H	nd	15,2	28,1	29,5	19,6	7,6	0,0
Poitou-Charentes	T	nd	18,2	28,9	27,7	18,3	6,9	0,0
	F	nd	20,9	27,0	27,8	18,0	6,4	0,0
	H	nd	14,6	31,4	27,6	18,8	7,7	0,0
La Réunion	T	nd	20,1	34,9	24,9	15,6	4,5	0,0
	F	nd	nd	36,0	21,3	11,3	nd	31,3
	H	nd	nd	33,8	28,8	20,1	nd	17,3
Rhône-Alpes (01, 38, 69, 73, 74)	T	nd	20,0	33,3	22,5	17,3	nd	6,9
	F	nd	22,1	34,5	21,1	16,7	5,6	0,0
	H	nd	17,1	31,7	24,4	18,1	nd	8,7
Rhône-Alpes (07, 26, 42)	T	nd	24,1	35,2	21,5	14,1	nd	5,1
	F	nd	25,5	35,5	20,6	14,2	nd	4,1
	H	nd	22,2	34,9	22,8	13,9	nd	6,4

		< 20 ans	20 ans à 29 ans	30 ans à 39 ans	40 ans à 49 ans	50 ans à 59 ans	≥ 60 ans	nd
Ensemble	**T**	**0,1**	**21,6**	**33,6**	**22,5**	**16,8**	**5,5**	**0,0**
	F	*nd*	**23,1**	**34,1**	**21,3**	**16,7**	*nd*	**4,8**
	H	*nd*	**19,8**	**32,8**	**24,2**	**16,8**	*nd*	**6,5**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, 25,6 % des salariés sont âgés de 20 à 29 ans en 2020. Cette classe d'âge regroupe 28,1 % des femmes et 22,4 % des hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 10 : Répartition des salariés par tranche d'âge en fonction du sexe en 2020 en IDF (%)

		< 20 ans	20 ans à 29 ans	30 ans à 39 ans	40 ans à 49 ans	50 ans à 59 ans	≥ 60 ans	nd
IDF1 (75, 92, 93, 94)	T	< 0,1	29,5	37,5	17,2	11,1	4,5	0,0
	F	*nd*	32,5	37,2	15,8	*nd*	*nd*	14,5
	H	*nd*	25,7	38,0	19,1	*nd*	*nd*	17,2
IDF2 (77, 78, 91, 95)	T	*nd*	19,6	32,4	23,9	16,7	7,4	0,0
	F	*nd*	20,9	31,5	23,5	*nd*	*nd*	24,2
	H	*nd*	18,0	33,5	24,5	*nd*	*nd*	24,1
Ensemble	**T**	**< 0,1**	**28,8**	**37,2**	**17,7**	**11,6**	**4,7**	**0,0**
	F	*nd*	**31,7**	**36,8**	**16,4**	**11,0**	*nd*	**4,2**
	H	*nd*	**25,1**	**37,7**	**19,5**	**12,2**	*nd*	**5,5**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF1, 29,5 % des salariés sont âgés de 20 à 29 ans en 2020. Cette classe d'âge regroupe 32,5 % des femmes et 25,7 % des hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

3. Rémunération des salariés

3.1 Définitions et remarques

- Les **médianes et moyennes de rémunération brute** sont calculées pour le segment des salariés travaillant à temps complet dans le cadre d'un CDI ou d'un CDD.

- **La rémunération brute** comprend l'intégralité des sommes versées au salarié au titre de son contrat de travail, y compris intéressement et participation, avant toutes déductions de cotisations sociales obligatoires, CSG, CRDS. Elle est calculée à partir de la base CSG dont l'assiette est plus large que la base de sécurité sociale car intégrant la participation et l'intéressement.

⚠ **Remarque** : lors de l'analyse du sexe sous-représenté dans les 10 plus hautes rémunérations des entreprises de 50 salariés et plus, la concaténation des bases mobilisées (siret2idcc, répertoire SIRENE et Egapro) a conduit à observer neuf entreprises exerçant des activités d'architecture (APE 71.11Z) n'appliquant pas la convention collective de la branche. Quatre d'entre elles sont couvertes par l'IDCC 1486 (Convention collective nationale des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseils du 15

décembre 1987), les autres n'ont pas n'a pas de convention collective enregistrée auprès du Ministère du Travail de l'Emploi et de l'Insertion. Ces entreprises sont exclues du champ d'observation.

3.2 Rémunérations brutes annuelles hors IDF

Hors Île-de-France, le revenu annuel médian s'établit à 32 466 € avec un maximum pour le territoire Rhône-Alpes 2 (07, 56, 42) de 35 708 €. L'écart entre les sexes est assez marqué. Ainsi, hors Île-de-France, le revenu médian annuel des femmes s'élève à 29 644 € contre 36 769 € pour les hommes (**Tableau 11**).

Le revenu annuel brut moyen est de 35 220 €. Ce montant est maximal en Picardie où il atteint 43 059 €. Sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, l'écart entre les sexes est notable puisque la moyenne s'élève à 31 049 € pour les femmes contre 40 396 € pour les hommes (**Tableau 12**).

Tableau 11 : Rémunération brute annuelle médiane hors IDF (€, 2020)

	Femmes	Hommes	**Tous sexes confondus**	Différentiel homme/femme
Rhône-Alpes (07, 26, 42)	32 309	41 438	**35 708**	9 129
Champagne-Ardenne	31 238	39 313	**34 921**	8 075
Picardie	30 590	41 264	**34 918**	10 674
Haute-Normandie	31 184	42 328	**34 777**	11 144
La Réunion	32 473	38 894	**34 763**	6 421
Guadeloupe	25 979	38 586	**33 718**	12 607
Guyane	33 834	33 649	**33 649**	-185
Nord-Pas-de-Calais	30 809	38 061	**33 540**	7 252
Pays de la Loire	29 502	36 455	**32 835**	6 953
Martinique	29 709	33 594	**32 783**	3 885
Centre	27 978	36 528	**32 674**	8 550
Alsace	29 217	35 717	**32 210**	6 500
PACA	29 135	37 075	**32 173**	7 940
Basse-Normandie	30 484	36 608	**31 991**	6 124
Languedoc-Roussillon	29 256	35 396	**31 814**	6 140
Lorraine	30 101	35 598	**31 590**	5 497
Aquitaine	29 649	34 343	**31 531**	4 694
Bourgogne	29 092	36 791	**31 467**	7 699
Midi-Pyrénées CUMT	29 447	34 415	**31 322**	4 968
Limousin	28 529	31 564	**31 164**	3 035
Bretagne	28 407	35 370	**30 919**	6 963
Franche-Comté	27 798	32 951	**30 872**	5 153
Poitou-Charentes	27 815	34 478	**30 376**	6 663
Rhône-Alpes (01, 38, 69, 73, 74)	27 377	36 159	**30 015**	8 782
Corse	25 235	33 222	**29 363**	7 987
Auvergne	26 896	31 970	**29 219**	5 074
Midi-Pyrénées HCUMT	25 281	29 914	**27 503**	4 633
Ensemble	**29 644**	**36 769**	**32 466**	7 125

Lecture : sur le territoire Rhône-Alpes 2 (07, 26, 42), le revenu annuel médian tous sexes confondus s'élève à 35 708 €. Pour les femmes, il se situe à 32 309 € contre 41 438 € pour les hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 12 : Rémunération brute annuelle moyenne hors IDF (€, 2020)

	Femmes	Hommes	**Tous sexes confondus**	Différentiel homme/femme
Picardie	33 906	54 087	**43 059**	20 181
Rhône-Alpes (07, 26, 42)	33 996	45 724	**39 124**	11 728
Haute-Normandie	31 650	47 160	**38 813**	15 510
Guyane	38 707	35 928	**37 461**	-2 779
Champagne-Ardenne	31 475	43 234	**37 237**	11 759
La Réunion	33 604	39 991	**36 568**	6 387
Nord-Pas-de-Calais	31 773	41 059	**36 255**	9 286
Martinique	31 344	39 793	**35 569**	8 449
PACA	31 190	40 918	**35 311**	9 728
Pays de la Loire	31 076	39 333	**35 124**	8 257
Lorraine	30 878	38 555	**34 622**	7 677
Alsace	30 885	39 014	**34 615**	8 129
Centre	30 769	38 570	**34 319**	7 801
Midi-Pyrénées CUMT	31 344	38 375	**34 245**	7 031
Basse-Normandie	30 597	38 751	**34 234**	8 154
Bourgogne	30 949	38 100	**33 727**	7 151
Aquitaine	30 517	37 920	**33 569**	7 403
Languedoc-Roussillon	29 326	38 472	**33 377**	9 146
Guadeloupe	27 708	42 237	**33 296**	14 529
Corse	28 341	38 340	**33 199**	9 999
Poitou-Charentes	29 807	37 750	**33 061**	7 943
Bretagne	29 220	37 372	**32 878**	8 152
Rhône-Alpes (01, 38, 69, 73, 74)	28 183	39 364	**32 868**	11 181
Franche-Comté	28 324	35 481	**31 781**	7 157
Limousin	29 802	33 426	**31 422**	3 624
Auvergne	28 103	33 984	**30 792**	5 881
Midi-Pyrénées HCUMT	25 418	33 313	**28 744**	7 895
Ensemble	**31 049**	**40 396**	**35 220**	9 347

Lecture : sur le territoire de la Picardie, le revenu annuel moyen tous sexes confondus s'élève à 43 059 €. Pour les femmes, il se situe à 33 906 € contre 54 087 € pour les hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

3.3 Rémunérations brutes annuelles en IDF

En Île-de-France, le revenu brut annuel médian s'élève à 40 145 € avec des nuances fortes entre les sexes. Pour les femmes, la médiane s'établit à 37 774 € contre 44 043 € pour les hommes (Tableau 13). Les moyennes renforcent ces écarts. Alors que le revenu annuel brut moyen est de 44 350 €, la moyenne s'élève à 40 398 € pour les femmes et 49 190 € pour les hommes (Tableau 14).

Tableau 13 : Rémunération brute annuelle médiane en IDF (€, 2020)

	Femmes	Hommes	**Tous sexes confondus**	Différentiel homme/femme
IDF1 (75, 92, 93, 94)	38 040	44 353	**40 386**	6 313
IDF2 77, 78, 91, 95)	33 330	41 372	**37 168**	8 042
Ensemble	**37 774**	**44 043**	**40 145**	6 269

Lecture : sur le territoire IDF1 (75, 92, 93, 94), le revenu annuel médian tous sexes confondus s'élève à 40 386 €. Pour les femmes, il se situe à 38 040 € contre 44 353 € pour les hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 14 : Rémunération brute annuelle moyenne en IDF (€, 2020)

	Femmes	Hommes	**Tous sexes confondus**	Différentiel homme/femme
IDF1 (75, 92, 93, 94)	40 880	49 525	**44 758**	8 645
IDF2 77, 78, 91, 95)	34 283	45 136	**39 275**	10 853
Ensemble	**40 398**	**49 190**	**44 350**	8 792

Lecture : sur le territoire IDF1 (75, 92, 93, 94), le revenu annuel moyen tous sexes confondus s'élève à 44 758 €. Pour les femmes, il se situe à 40 880 € contre 49 525 € pour les hommes.
Sources : Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

3.4 Sexe sous-représenté parmi les dix plus hautes rémunérations dans les entreprises de 50 salariés et plus

Le sexe des salariés n'est pas précisé dans les bases de données mobilisées. Néanmoins, l'exploitation des pages web institutionnelles des 35 entreprises concernées et la répartition des salariés par tranche de revenu brut tendent à montrer que les femmes sont généralement sous-représentées dans les plus hautes rémunérations.

40,0 % des entreprises observées sont caractérisées par une distribution plutôt égalitaire des sexes parmi les 10 plus hautes rémunérations en 2022 (Tableau 15). Dans ces entreprises, au moins quatre salariés du sexe sous-représenté sont dénombrés. La part des situations intermédiaires (deux à trois salariés du sexe sous-représenté dénombrés) reste la plus importante : elle est rencontrée dans 45,7 % des cas. Les configurations très inégalitaires (zéro à un salarié du sexe sous-représenté dénombré) concernent 14,3 % des entreprises observées.

Tableau 15 : Répartitions des entreprises de 50 salariés et plus en fonction du nombre de salariés du sexe sous-représenté dans les 10 plus hautes rémunérations (nombre, 2022)

	Nombre de salariés du sexe sous-représenté		
	0 à 1	2 à 3	4 à 5
IDF1 (75, 92, 93, 94)	3	10	11
IDF2 (77, 78, 91, 95)			1
Lorraine			1
PACA			1
Aquitaine		1	
Auvergne		1	
Midi-Pyrénées CUMT		1	
Pays de la Loire	1	1	
Picardie		1	
Rhône-Alpes (01, 38, 69, 73, 74)	1	1	
Ensemble	**5**	**16**	**14**

Lecture : sur le territoire de l'IDF1, trois entreprises comptent zéro ou un salarié du sexe sous-représenté parmi les dix plus hautes rémunérations.
Sources : Ministère du travail, *siret2idcc*, 2023 ; Insee, *Base Sirene des entreprises et de leurs établissements*, 2023 ; Ministère du travail, *Egapro*, 2023.

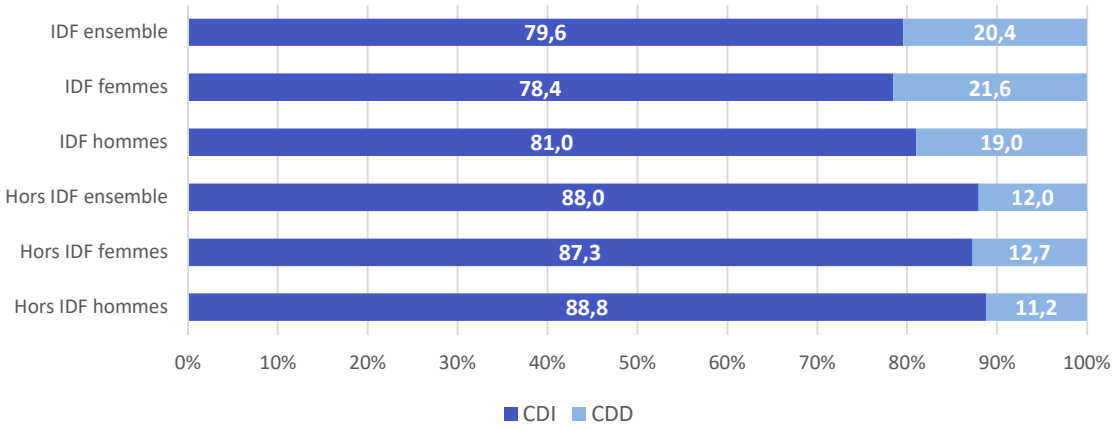
4. Principales caractéristiques de l'emploi dans la branche

4.1 Vue d'ensemble sur le territoire national

4.1.1 Type de contrat : CDI/CDD (territoires agrégés)

La grande majorité des salariés travaillent dans le cadre d'un CDI (Figure 12). Parallèlement à une fréquence un plus élevées de ce type de contrat pour les hommes, un différentiel notable de 8,4 points est observé entre l'Île-de-France et le reste du territoire (79,6 % et 88,0 % respectivement).

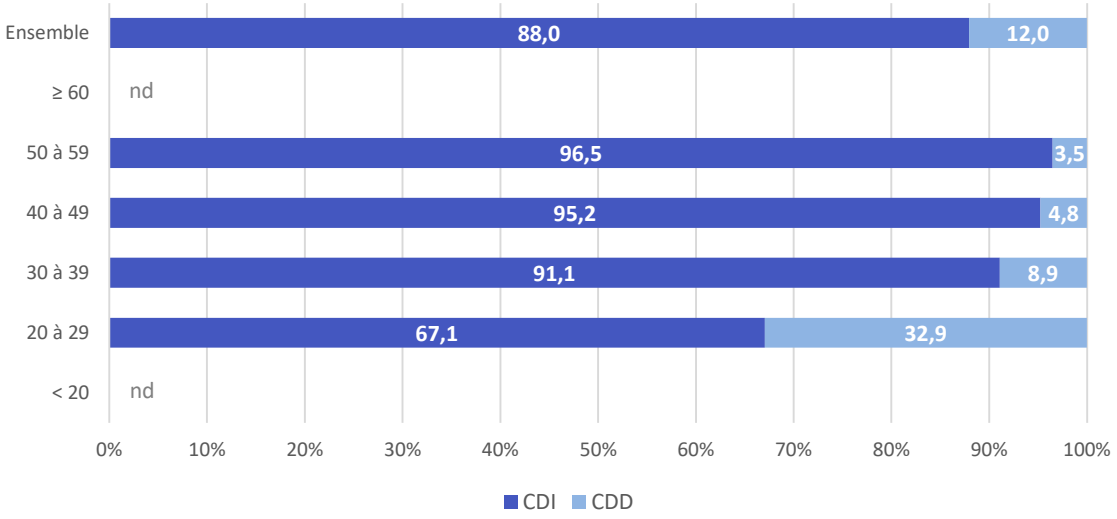
Figure 12 : Type de contrat selon le genre (%, 2020)



Lecture : sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France, 79,6 % des salariés de la branche travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

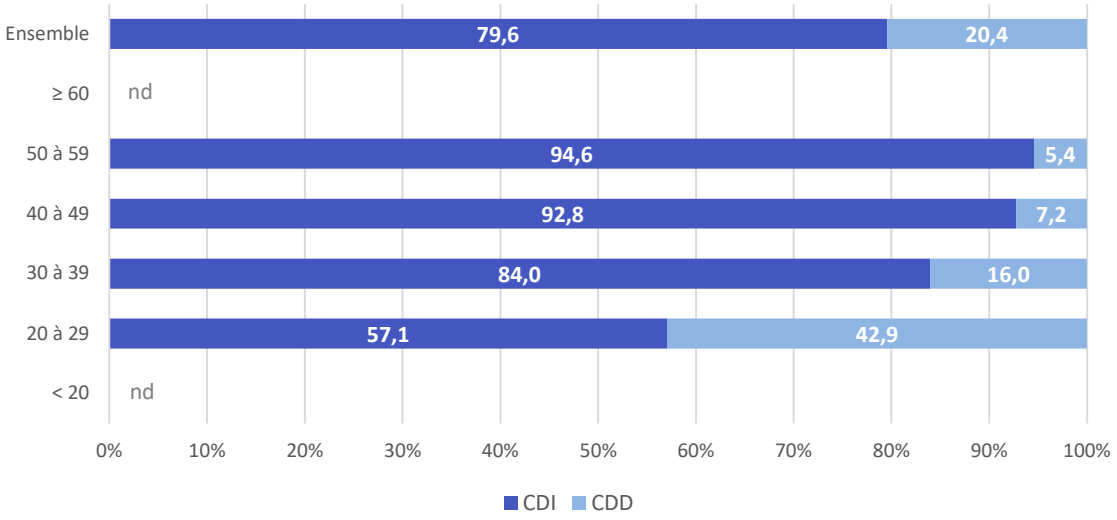
L'âge est une variable impactant très significativement la répartition des types de contrat (**Figure 13** et **Figure 14**). Hors Île-de-France, alors que 96,5 % des salariés âgés de 50 à 59 ans travaillent dans le cadre d'un CDI, c'est le cas de 67,1 % de ceux âgés de 20 à 29 ans. Le différentiel est encore plus marqué en Île-de-France avec des proportions de 94,6 % et 57,1 % respectivement.

Figure 13 : Type de contrat selon la classe d'âge hors IDF (%, 2020)



nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : hors Île-de-France, 67,1 % des salariés âgés de 20 à 29 ans travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

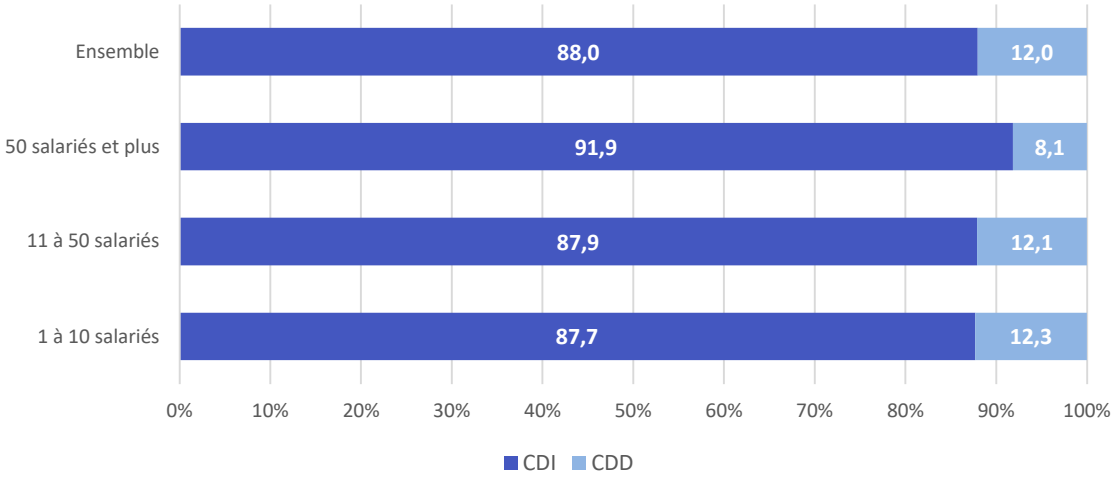
Figure 14 : Type de contrat selon la classe d'âge en IDF (%, 2020)



nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Île-de-France, 57,1 % des salariés âgés de 20 à 29 ans travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

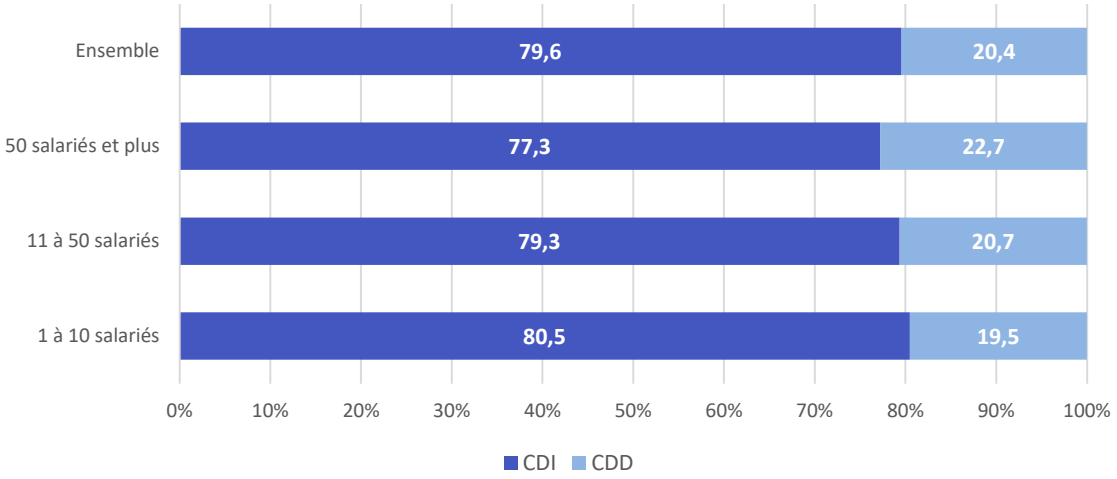
La taille de l'entreprise joue assez modestement sur la répartition des types de contrat (**Figure 15** et **Figure 16**). Hors Île-de-France, la part des CDI s'étend de 87,7 % dans les entreprises comptant 1 à 10 salariés jusqu'à 91,9 % dans les entreprises de 50 salariés et plus. En revanche, une relation inverse émerge en Île-de-France. La proportion de CDI est relativement moins élevée dans les entreprises les plus grandes (77,3 %) alors que ce type de contrat est plus fréquent dans les entreprises de petite taille (80,5 %).

Figure 15 : Type de contrat selon la taille d'entreprise hors IDF (%, 2020)



Lecture : hors Île-de-France, 87,7 % des salariés travaillant dans une entreprise de moins de 11 salariés bénéficient d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 16 : Type de contrat selon la taille d'entreprise en IDF (%, 2020)

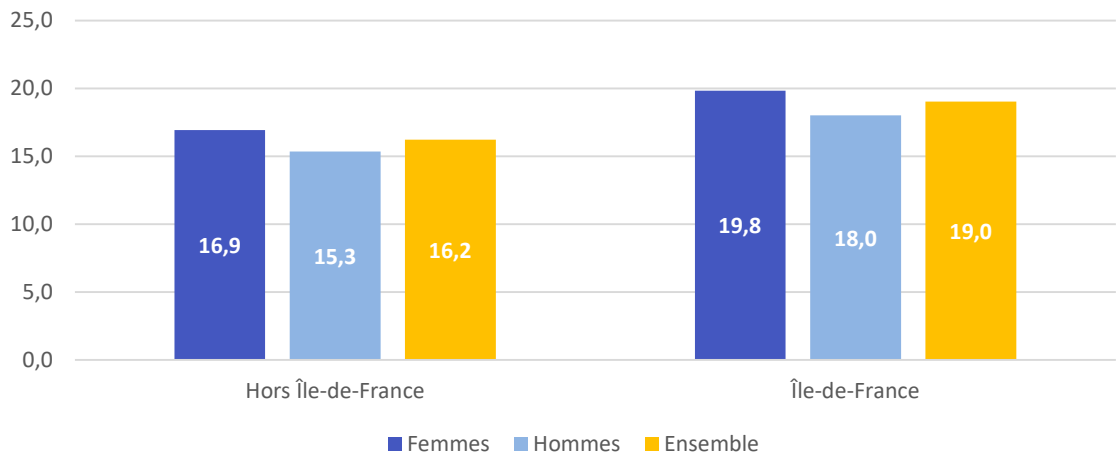


Lecture : en Île-de-France, 80,5 % des salariés travaillant dans une entreprise de moins de 11 salariés bénéficient d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.1.2 Indicateurs de turnover (territoires agrégés)

Globalement, le taux de turnover dans la branche est plutôt élevé (**Figure 17**). Les sciences de gestion montrent qu'un taux supérieur ou égal à 15 % doit être considéré avec attention car il peut être le symptôme de dysfonctionnements organisationnels et/ou relationnels au sein des entreprises. Ce taux est plus élevé en Île-de-France (19,0 % contre 16,2 % pour le reste du territoire) et pour les femmes (19,8 % en Île-de-France et 16,9 % dans le reste du territoire).

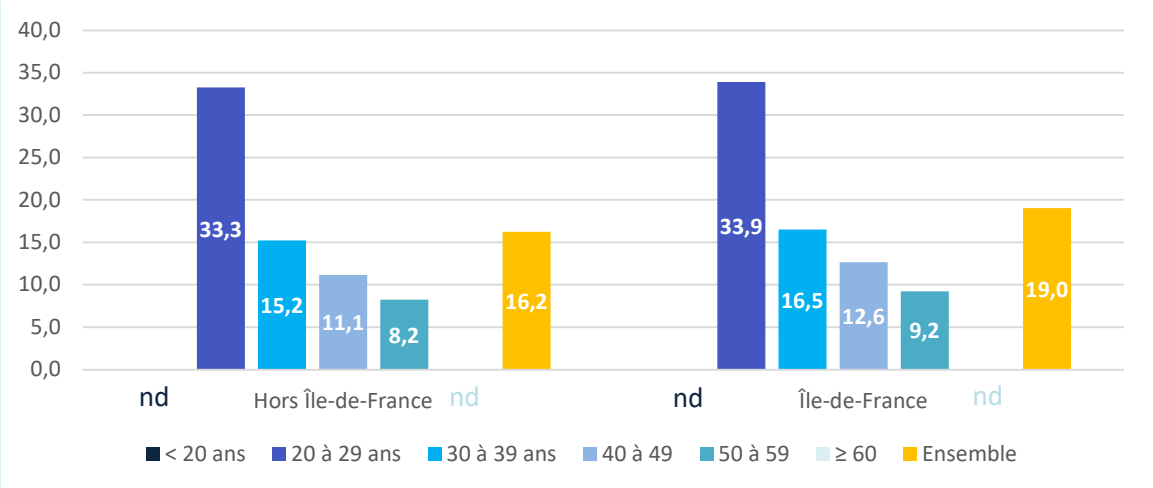
Figure 17 : Turnover selon le sexe (%, 2020)



Lecture : sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, le taux de turnover atteint 16,2 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Les jeunes sont particulièrement sensibles au turnover. Pour les salariés âgés de 20 à 29 ans, le taux atteint 33,3 % sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France et 33,9 % en Île-de-France (**Figure 18**). En retour, il est inférieur à 10 % pour les salariés âgés de 50 à 59 ans.

Figure 18 : Turnover selon la classe d'âge (%, 2020)

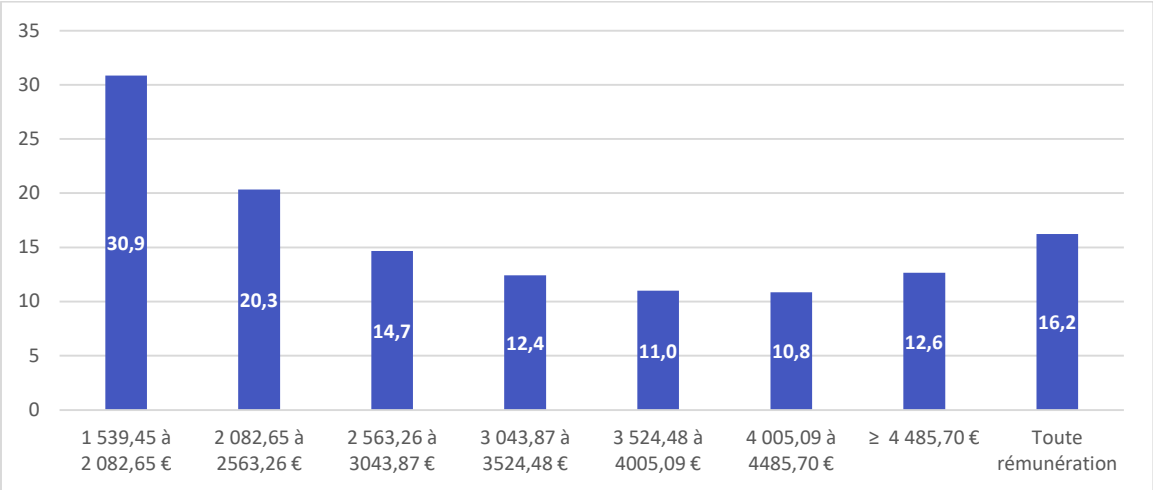


nd : non disponible pour cause de secret statistique.
Lecture : sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, le taux de turnover parmi les salariés âgés de 20 à 29 ans atteint 33,3 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Au regard des tranches de salaire mensuel brut, le taux de turnover suit une fonction convexe sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France (**Figure 19**). Il est maximal pour la tranche de salaire la plus faible (30,9 % pour les salaires de 1 539,45 à 2 082,65 €) et atteint un minimum pour la tranche de 4 005,09 € à 4 485,70 € (10,8 %) mais est un peu plus marqué pour la tranche de salaire maximal (12,6 % pour les salaires supérieurs ou égaux à 4 485,70 €).

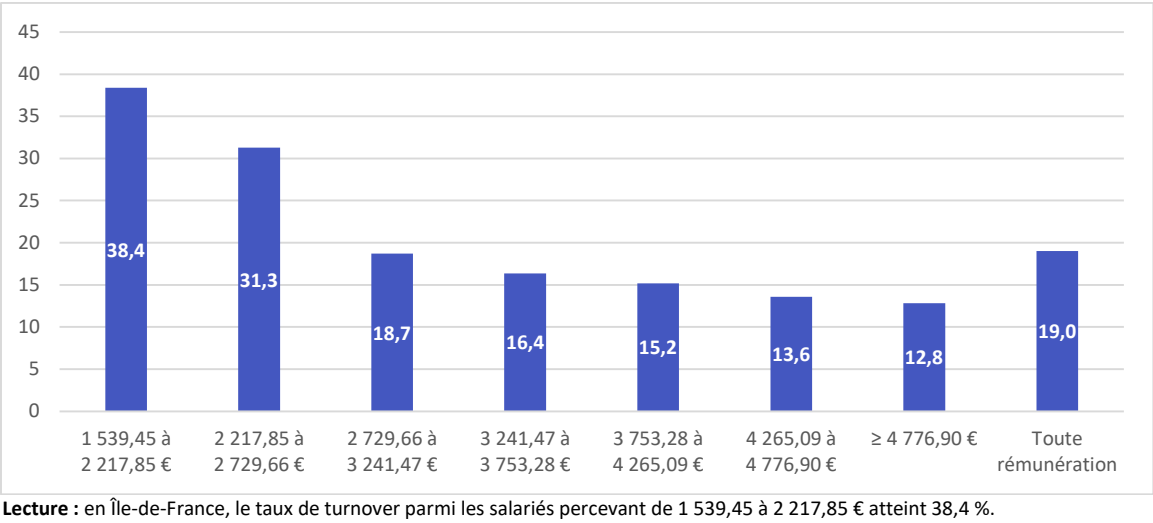
Sur le territoire de l'Île-de-France, la relation est plus linéaire (**Figure 20**). Le taux de turnover est maximal pour la tranche de salaire la plus faible (38,4 % pour les salaires compris entre 1 539,45 à 2 082,65 €) et atteint son minima pour la tranche de salaire maximale (12,8 % pour les salaires supérieurs ou égaux à 4 776,90 €).

Figure 19 : Turnover selon la tranche de salaire mensuel brut hors IDF (%, 2020)



Lecture : sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, le taux de turnover parmi les salariés percevant de 1 539,45 à 2 082,65 € atteint 30,9 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 20 : Turnover selon la tranche de salaire mensuel brut en IDF (%, 2020)



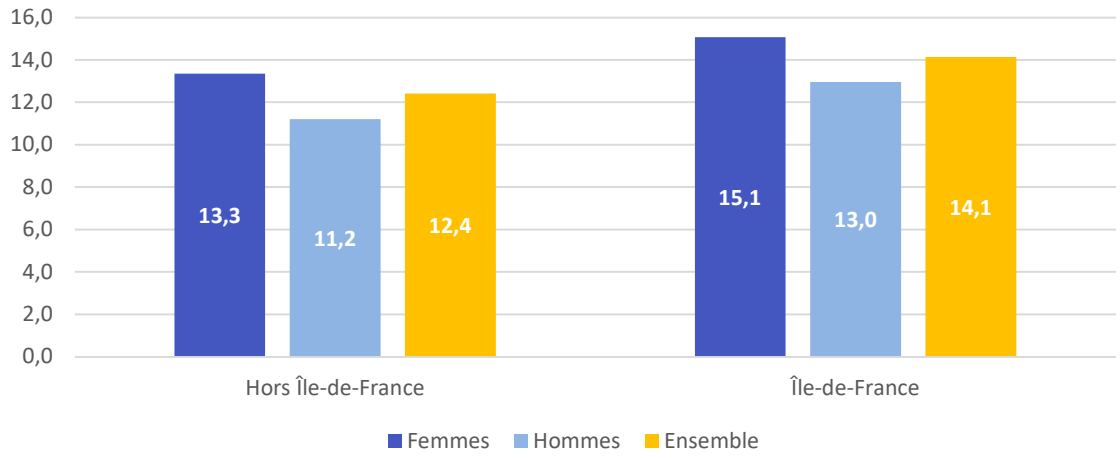
Lecture : en Île-de-France, le taux de turnover parmi les salariés percevant de 1 539,45 à 2 217,85 € atteint 38,4 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.1.3 Indicateurs de chômage (territoires agrégés)

⚠ **Remarque** : les taux de chômage reportés ici ne correspondent pas à ceux habituellement observés. Il s'agit de la proportion de salariés ayant connu au moins une journée de chômage au cours de l'année concernée.

En 2020, 12,4 % des salariés de la branche ont connu une période de chômage sur l'ensemble du territoire national hors Île-de-France (**Figure 21**). Cette proportion atteint 14,1 % en Île-de-France. Dans tous les cas, les périodes de chômage sont plus fréquentes pour les femmes.

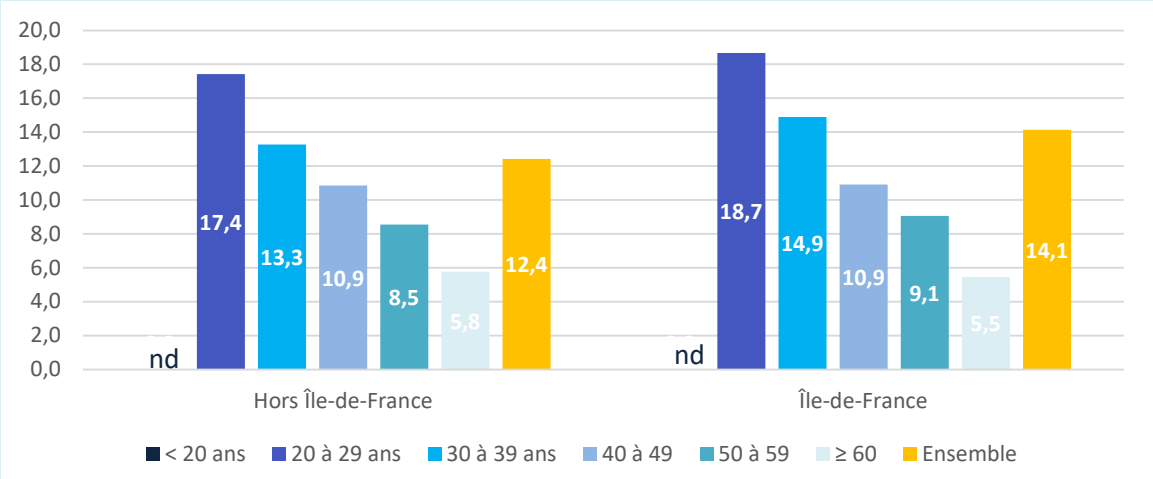
Figure 21 : Chômage selon le sexe (%, 2020)



Lecture : sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, 12,4 % des salariés ont connu une période de chômage au cours de l'année 2020.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Les jeunes connaissent plus fréquemment une période de chômage (**Figure 22**). C'est le cas de 18,7 % des salariés âgés de 20 à 29 ans en Île-de-France et de 17,4 % dans le reste du territoire national. La prévalence du chômage décroît avec l'âge.

Figure 22 : Chômage selon la classe d'âge (%, 2020)

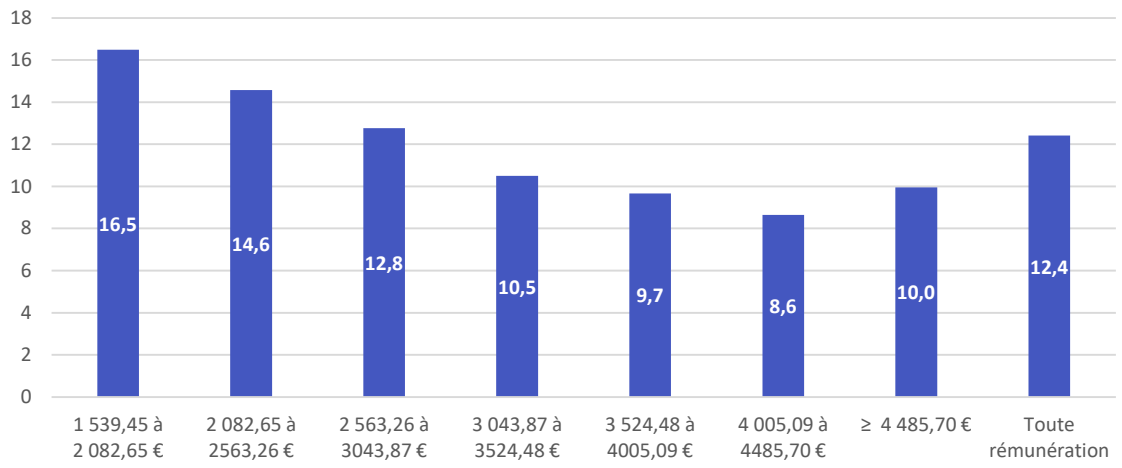


nd : non disponible pour cause de secret statistique.
Lecture : sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, la part de salarié ayant connu une période de chômage parmi les salariés âgés de 20 à 29 ans atteint 17,4 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Au regard des tranches de salaire mensuel brut, la part de salariés ayant connu une période de chômage au cours de l'année présente la même configuration que le taux de turnover. Elle suit une fonction convexe sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France (**Figure 23**). Elle est maximale pour la tranche de salaire la plus faible (16,5 % pour les salaires de 1 539,45 à 2 082,65 €) et atteint un minimum pour la tranche de 4 005,09 € à 4 485,70 € (8,6 %) mais est un peu plus marquée pour la tranche de salaire maximal (10,0 % pour les salaires supérieurs ou égaux à 4 485,70 €).

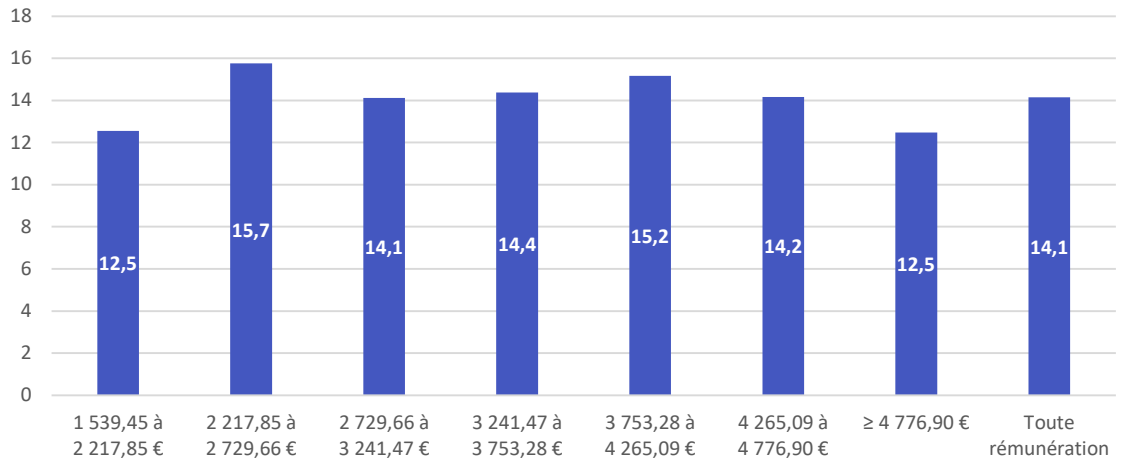
En revanche, sur le territoire de l'Île-de-France, les fréquences sont plus régulières (**Figure 23**). Elles oscillent entre 15,7 % pour les salariés percevant entre 2 217,85 et 2 729,66 € bruts par mois et 12,5 % pour les deux tranches de rémunération extrêmes.

Figure 23 : Chômage selon la tranche de salaire mensuel brut hors IDF (%, 2020)



Lecture : sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, 16,5 % des salariés percevant de 1 539,45 à 2 082,65 € ont connu une période de chômage.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 24 : Chômage selon la tranche de salaire mensuel brut en IDF (%, 2020)

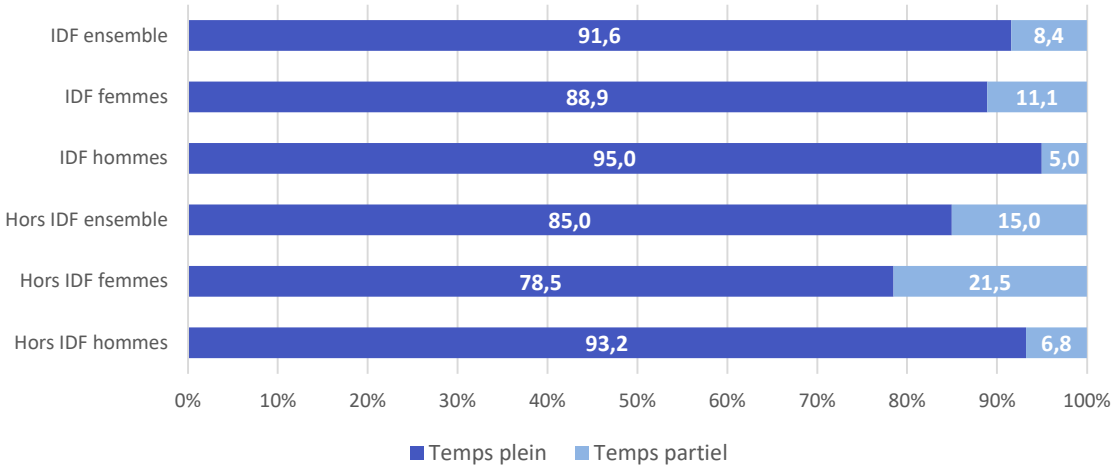


Lecture : en Île-de-France, 12,5 % des salariés percevant de 1 539,45 à 2 217,85 € ont connu une période de chômage.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.1.4 Temps plein et temps partiel (territoires agrégés)

En Île-de-France comme sur le reste du territoire, plus de neuf salariés sur dix travaillent dans le cadre d'un temps plein (**Figure 25**). Ce type de contrat plus fréquent chez les hommes avec un différentiel moins marqué en Île-de-France. Sur le reste du territoire, 78,5 % des femmes bénéficient d'un temps plein contre 93,2 % des homme. En Île-de-France, ces proportions atteignent 88,9 % et 95,0 % respectivement.

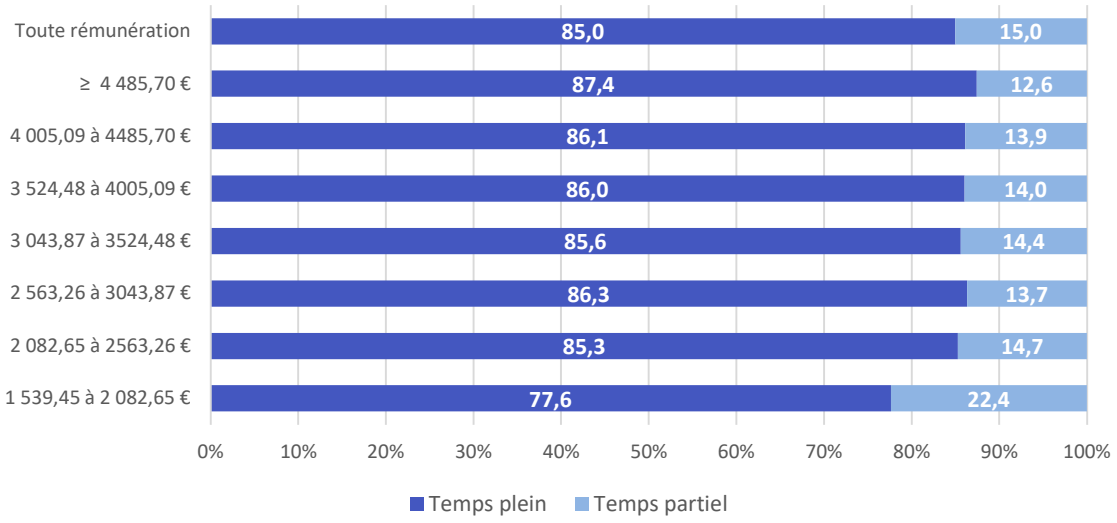
Figure 25 : Temps de travail selon le genre (%, 2020)



Lecture : sur l'ensemble du territoire de l'Île-de-France, 91,6 % des salariés de la branche travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

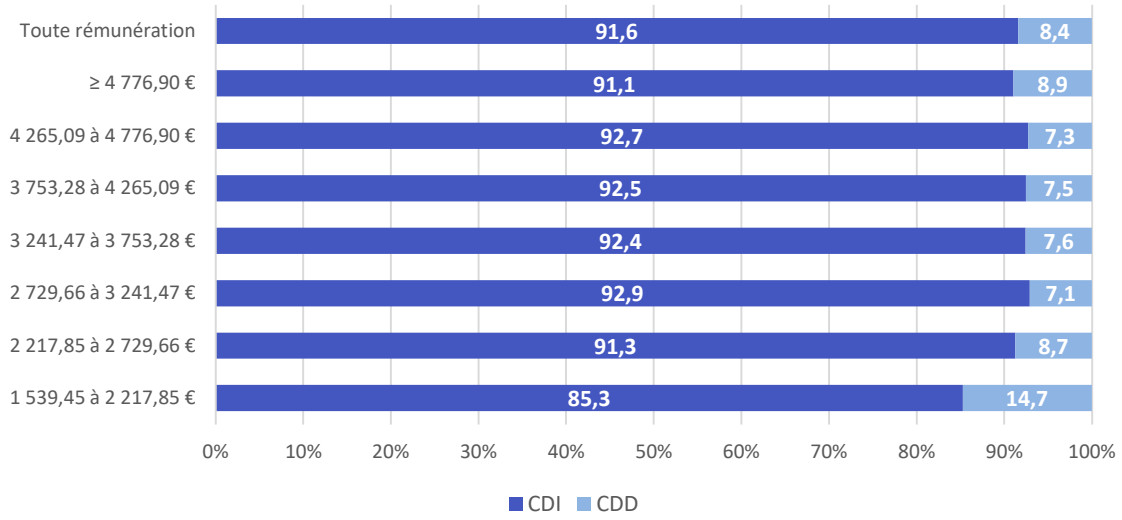
La tranche de salaire brut mensuel a un impact relativement faible sur les proportions de salariés travaillant à temps plein à l'exception notable de la tranche la plus faible (**Figure 26** et **Figure 27**). En revanche, un différentiel marqué est observé avec la prise en compte du territoire. Quelle que soit la tranche de salaire considéré, la prévalence des temps partiels est plus élevée hors Île-de-France.

Figure 26 : Temps de travail selon la tranche de salaire brut mensuel hors IDF (%, 2020)



nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : hors Île-de-France, 77,6 % des salariés percevant 1 539,45 à 2 082,65 € bruts par mois travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Figure 27 : Temps de travail selon la tranche de salaire brut mensuel en IDF (%, 2020)



nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Île-de-France, 85,3 % des salariés percevant 1 539,45 à 2 217,85 € bruts par mois travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.2 Données sur les types de contrats (CDI/CDD) au niveau des territoires hors IDF

Tableau 16 : Type de contrat selon le sexe et le territoire hors IDF (%, 2020)

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Alsace	84,0	16,0	88,9	11,1	86,2	13,8
Aquitaine	87,3	12,7	85,7	14,3	86,6	13,4
Auvergne	90,5	9,5	88,7	11,3	89,6	10,4
Basse-Normandie	92,0	8,0	93,3	6,7	92,6	7,4
Bourgogne	89,4	10,6	90,7	9,3	89,9	10,1
Bretagne	87,2	12,8	88,9	11,1	87,9	12,1
Centre	91,3	8,7	92,3	7,7	91,7	8,3
Champagne-Ardenne	90,9	9,1	96,3	3,7	93,4	6,6
Corse	88,5	11,5	91,5	8,5	89,9	10,1
Franche-Comté	92,3	7,7	90,8	9,2	91,6	8,4
Guadeloupe	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*	93,1	6,9
Guyane	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*	80,4	19,6
Haute-Normandie	92,8	7,2	89,3	10,7	91,2	8,8
Languedoc-Roussillon	86,6	13,4	88,0	12,0	87,2	12,8
Limousin	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*	88,0	12,0
Lorraine	86,9	13,1	87,6	12,4	87,2	12,8
Martinique	*nd*	*nd*	*nd*	*nd*	83,2	16,8
Midi-Pyrénées hors CUMT	90,8	9,2	91,8	8,2	91,2	8,8
Midi-Pyrénées CUMT	84,1	15,9	87,1	12,9	85,3	14,7
Nord-Pas-de-Calais	86,5	13,5	87,0	13,0	86,8	13,2
PACA	88,6	11,4	89,8	10,2	89,1	10,9

Pays de la Loire	83,6	16,4	88,9	11,1	86,2	13,8
Picardie	nd	nd	nd	nd	95,7	4,3
Poitou-Charentes	91,6	8,4	88,5	11,5	90,3	9,7
La Réunion	88,0	12,0	87,1	12,9	87,5	12,5
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	82,8	17,2	88,9	11,1	85,3	14,7
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	86,2	13,8	88,6	11,4	87,2	12,8
Ensemble	**87,3**	**12,7**	**88,8**	**11,2**	**88,0**	**12,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, 84,0 % des femmes travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 17 : Part de CDI selon la classe d'âge et le territoire hors IDF (%, 2020)

	< 20 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	≥ 60 ans	Ensemble
Alsace	nd	63,2	91,1	nd	96,2	nd	86,2
Aquitaine	nd	nd	90,8	93,6	nd	nd	86,6
Auvergne	nd	71,9	95,1	92,4	nd	nd	89,6
Basse-Normandie	nd	80,6	93,2	100,0	nd	nd	92,6
Bourgogne	nd	72,5	93,8	91,9	nd	nd	89,9
Bretagne	nd	69,1	89,2	96,2	95,6	nd	87,9
Centre	nd	75,6	92,1	nd	nd	nd	91,7
Champagne-Ardenne	nd	80,3	nd	nd	nd	nd	93,4
Corse	nd	80,9	90,1	nd	nd	nd	89,9
Franche-Comté	nd	75,4	nd	nd	nd	nd	91,6
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	93,1
Guyane	nd	59,3	nd	nd	nd	nd	80,4
Haute-Normandie	nd	72,5	93,4	nd	nd	nd	91,2
Languedoc-Roussillon	nd	63,1	88,5	96,5	nd	nd	87,2
Limousin	nd	60,0	86,7	nd	nd	nd	88,0
Lorraine	nd	63,4	91,5	93,8	nd	nd	87,2
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	83,2
Midi-Pyrénées hors CUMT	nd	69,2	93,6	96,0	nd	nd	91,2
Midi-Pyrénées CUMT	nd	64,8	88,1	94,7	nd	nd	85,3
Nord-Pas-de-Calais	nd	59,7	94,3	94,9	nd	nd	86,8
PACA	nd	70,4	92,5	94,6	96,6	95,8	89,1
Pays de la Loire	nd	67,7	87,4	94,3	93,2	nd	86,2
Picardie	nd	84,0	nd	nd	nd	nd	95,7
Poitou-Charentes	nd	69,1	93,1	95,8	nd	nd	90,3
La Réunion	nd	63,8	89,1	nd	nd	nd	87,5
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	nd	57,9	89,7	91,7	nd	nd	85,3
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	nd	66,1	91,3	95,8	96,5	nd	87,2
Ensemble	**nd**	**67,1**	**91,1**	**95,2**	**96,5**	**nd**	**88,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, 63,2 % des salariés âgés de 20 à 29 ans travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 18 : Part de CDI selon la taille d'entreprise et le territoire hors IDF (%, 2020)

	1 à 10 salariés		11 à 50 salariés		50 salariés et plus		Ensemble	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Alsace	87,0	13,0	84,6	15,4	nd	nd	86,2	13,8
Aquitaine	87,7	12,3	85,3	14,8	77,1	22,9	86,6	13,4
Auvergne	89,5	10,5	nd	nd	nd	nd	89,6	10,4
Basse-Normandie	92,3	7,7	nd	nd	nd	nd	92,6	7,4
Bourgogne	nd	nd	nd	nd	nd	nd	89,9	10,1
Bretagne	86,8	13,2	nd	nd	nd	nd	87,9	12,1
Centre	91,0	9,0	nd	nd	nd	nd	91,7	8,3
Champagne-Ardenne	92,5	7,5	nd	nd	nd	nd	93,4	6,6
Corse	nd	nd	nd	nd	nd	nd	89,9	10,1
Franche-Comté	nd	nd	nd	nd	nd	nd	91,6	8,4
Guadeloupe	93,1	6,9	nd	nd	nd	nd	93,1	6,9
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	80,4	19,6
Haute-Normandie	88,0	12,0	95,8	4,2	95,4	4,6	91,2	8,8
Languedoc-Roussillon	87,3	12,7	nd	nd	nd	nd	87,2	12,8
Limousin	nd	nd	nd	nd	nd	nd	88,0	12,0
Lorraine	86,8	13,2	88,8	11,2	nd	nd	87,2	12,8
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	83,2	16,8
Midi-Pyrénées hors CUMT	90,7	9,3	93,3	6,7	nd	nd	91,2	8,8
Midi-Pyrénées CUMT	83,2	16,8	nd	nd	nd	nd	85,3	14,7
Nord-Pas-de-Calais	86,8	13,2	nd	nd	nd	nd	86,8	13,2
PACA	89,5	10,5	nd	nd	nd	nd	89,1	10,9
Pays de la Loire	86,4	13,6	nd	nd	nd	nd	86,2	13,8
Picardie	94,4	5,6	nd	nd	nd	nd	95,7	4,3
Poitou-Charentes	nd	nd	nd	nd	nd	nd	90,3	9,7
La Réunion	nd	nd	nd	nd	nd	nd	87,5	12,5
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	85,2	14,8	85,4	14,6	nd	nd	85,3	14,7
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	86,5	13,5	87,0	13,0	90,8	9,2	87,2	12,8
Ensemble	**87,7**	**12,3**	**87,9**	**12,1**	**91,9**	**8,1**	**88,0**	**12,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, 87,0 % des salariés travaillant dans une entreprise comptant de 1 à 10 salariés bénéficient d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.3 Données sur les types de contrats (CDI/CDD) au niveau des territoires en IDF

Tableau 19 : Type de contrat selon le sexe et le territoire en IDF (%, 2020)

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
IDF1 (75, 92, 93, 94)	77,7	22,3	80,1	19,9	78,7	21,3
IDF2 (77, 78, 91, 95)	88,7	11,3	91,6	8,4	90,1	9,9
IDF	**78,4**	**21,6**	**81,0**	**19,0**	**79,6**	**20,4**

Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), 77,7 % des femmes travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 20 : Part de CDI selon la classe d'âge et le territoire en IDF (%, 2020)

	< 20 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	≥ 60 ans	Ensemble
IDF1 (75, 92, 93, 94)	*nd*	56,4	83,4	92,6	*nd*	*nd*	78,7
IDF2 (77, 78, 91, 95)	*nd*	70,6	92,5	94,7	*nd*	*nd*	90,1
IDF	*nd*	**57,1**	**84,0**	**92,8**	**94,6**	*nd*	**79,6**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), 56,4 % des salariés âgés de 20 à 29 ans travaillent dans le cadre d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 21 : Part de CDI selon la taille d'entreprise et le territoire en IDF (%, 2020)

	1 à 10 salariés		11 à 50 salariés		50 salariés et plus		Ensemble	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
IDF1 (75, 92, 93, 94)	79,3	20,7	78,7	21,3	77,3	22,7	78,7	21,3
IDF2 (77, 78, 91, 95)	89,5	10,5	91,4	8,6	*nd*	*nd*	90,1	9,9
IDF	**80,5**	**19,5**	**79,3**	**20,7**	**77,3**	**22,7**	**79,6**	**20,4**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), 79,3 % des salariés travaillant dans une entreprise comptant de 1 à 10 salariés bénéficient d'un CDI.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.4 Données sur le turnover au niveau des territoires hors IDF

Tableau 22 : Taux de turnover selon le sexe et le territoire hors IDF (%, 2020)

	Femmes	Hommes	Ensemble
Alsace	16,4	12,3	14,5
Aquitaine	19,2	20,2	19,7
Auvergne	11,1	12,5	11,7
Basse-Normandie	12,6	11,3	12,0
Bourgogne	16,0	16,5	16,2
Bretagne	17,5	16,1	16,9
Centre	17,5	16,9	17,2
Champagne-Ardenne	19,7	13,1	16,6
Corse	21,5	14,5	18,2
Franche-Comté	15,1	14,2	14,6
Guadeloupe	*nd*	*nd*	13,0
Guyane	*nd*	*nd*	22,4
Haute-Normandie	14,8	16,6	15,7
Languedoc-Roussillon	16,6	16,9	16,7
Limousin	13,8	16,7	15,1
Lorraine	13,6	11,6	12,6
Martinique	*nd*	*nd*	21,1
Midi-Pyrénées hors CUMT	16,3	12,3	14,6
Midi-Pyrénées CUMT	22,8	17,7	20,8

Nord-Pas-de-Calais	16,4	13,5	15,0
PACA	17,5	16,8	17,2
Pays de la Loire	16,3	14,4	15,4
Picardie	11,1	13,9	12,4
Poitou-Charentes	11,3	15,7	13,2
La Réunion	14,5	18,3	16,3
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	17,3	14,7	16,2
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	17,6	14,5	16,3
Ensemble	**16,9**	**15,3**	**16,2**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, le taux de turnover chez les femmes atteint 16,4 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 23 : Taux de turnover selon la classe d'âge et le territoire hors IDF (%, 2020)

	< 20 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	≥ 60 ans	Ensemble
Alsace	nd	28,0	13,3	9,0	nd	nd	14,5
Aquitaine	nd	36,7	18,6	14,8	8,7	20,9	19,7
Auvergne	nd	22,2	9,9	7,8	nd	nd	11,7
Basse-Normandie	nd	22,4	13,6	nd	nd	nd	12,0
Bourgogne	nd	37,0	13,1	15,5	nd	nd	16,2
Bretagne	nd	36,0	16,5	11,1	7,7	nd	16,9
Centre	nd	nd	15,1	14,8	10,5	nd	17,2
Champagne-Ardenne	nd	nd	16,2	13,6	nd	nd	16,6
Corse	nd	37,5	16,2	nd	nd	nd	18,2
Franche-Comté	nd	33,8	15,3	nd	nd	nd	14,6
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	13,0
Guyane	nd	50,0	nd	nd	nd	nd	22,4
Haute-Normandie	nd	nd	12,2	9,1	nd	nd	15,7
Languedoc-Roussillon	nd	39,8	18,2	9,0	nd	nd	16,7
Limousin	nd	nd	nd	nd	nd	nd	15,1
Lorraine	nd	31,7	11,1	nd	5,0	nd	12,6
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	21,1
Midi-Pyrénées hors CUMT	nd	41,8	11,7	11,0	9,4	nd	14,6
Midi-Pyrénées CUMT	nd	34,2	21,7	10,8	15,4	nd	20,8
Nord-Pas-de-Calais	nd	32,1	11,5	11,7	7,2	nd	15,0
PACA	nd	42,5	14,8	10,2	9,3	13,1	17,2
Pays de la Loire	nd	24,8	15,5	11,1	10,5	nd	15,4
Picardie	nd	27,0	12,3	8,1	nd	nd	12,4
Poitou-Charentes	nd	27,1	12,3	10,7	8,8	nd	13,2
La Réunion	nd	44,3	17,7	nd	nd	nd	16,3
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	nd	35,6	13,5	12,4	6,3	nd	16,2
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	nd	30,6	15,3	11,9	7,1	nd	16,3
Ensemble	**nd**	**33,3**	**15,2**	**11,1**	**8,2**	**nd**	**16,2**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, le taux de turnover des salariés âgés de 20 à 29 ans atteint 28,0 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*

Document de travail

Tableau 24 : Taux de turnover selon la tranche de salaire brut mensuel et le territoire hors IDF (%, 2020)

	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Alsace	32,7	18,9	9,2	nd	nd	nd	15,3	14,5
Aquitaine	32,2	22,1	19,3	16,6	11,8	16,1	16,8	19,7
Auvergne	22,4	10,6	10,1	7,1	nd	nd	nd	11,7
Basse-Normandie	nd	14,1	12,0	nd	nd	nd	nd	12,0
Bourgogne	nd	20,7	12,4	nd	nd	nd	nd	16,2
Bretagne	40,6	17,5	16,3	8,6	12,1	11,6	16,4	16,9
Centre	33,6	19,2	14,0	15,9	nd	nd	nd	17,2
Champagne-Ardenne	nd	21,6	nd	21,4	nd	nd	nd	16,6
Corse	25,8	18,2	nd	25,0	nd	nd	nd	18,2
Franche-Comté	nd	16,4	18,4	nd	nd	nd	nd	14,6
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	13,0
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	22,4
Haute-Normandie	37,0	21,3	17,5	11,0	nd	12,0	nd	15,7
Languedoc-Roussillon	30,1	23,2	13,3	14,3	8,9	nd	nd	16,7
Limousin	nd	18,3	nd	nd	nd	nd	nd	15,1
Lorraine	nd	16,2	13,3	nd	nd	nd	nd	12,6
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	21,1
Midi-Pyrénées hors CUMT	24,8	14,8	nd	13,9	nd	nd	nd	14,6
Midi-Pyrénées CUMT	34,3	24,8	18,2	17,2	nd	nd	nd	20,8
Nord-Pas-de-Calais	nd	18,7	14,3	10,1	10,5	nd	nd	15,0
PACA	27,1	27,2	16,7	13,5	10,0	10,4	10,8	17,2
Pays de la Loire	28,1	18,0	13,7	12,8	10,0	9,8	14,6	15,4
Picardie	16,3	nd	10,8	nd	nd	nd	13,4	12,4
Poitou-Charentes	nd	16,7	16,8	8,9	nd	nd	nd	13,2
La Réunion	nd	nd	13,5	20,3	nd	nd	nd	16,3
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	33,6	18,2	14,0	nd	nd	nd	nd	16,2
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	42,8	25,3	14,6	12,6	11,5	9,4	10,0	16,3
Ensemble	**30,9**	**20,3**	**14,7**	**12,4**	**11,0**	**10,8**	**12,6**	**16,2**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, le taux de turnover des salariés percevant de 1 539,45 à 2 082,65 € bruts par mois atteint 32,7 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.5 Données sur le turnover au niveau des territoires en IDF

Tableau 25 : Taux de turnover selon le sexe et le territoire en IDF (%, 2020)

	Femmes	Hommes	Ensemble
IDF1 (75, 92, 93, 94)	20,0	17,9	19,1
IDF2 (77, 78, 91, 95)	17,9	19,1	18,5
IDF	**19,8**	**18,0**	**19,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), le taux de turnover chez les femmes atteint 20,0 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 26 : Taux de turnover selon la classe d'âge et le territoire en IDF (%, 2020)

	< 20 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	≥ 60 ans	Ensemble
IDF1 (75, 92, 93, 94)	nd	nd	16,5	12,1	nd	nd	19,1
IDF2 (77, 78, 91, 95)	nd	nd	17,0	17,4	nd	nd	18,5
IDF	nd	**33,9**	**16,5**	**12,6**	**9,2**	nd	**19,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), le taux de turnover des salariés âgés de 40 à 49 ans atteint 12,1 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 27 : Taux de turnover selon la tranche de salaire brut mensuel et le territoire en IDF (%, 2020)

	1 539,45 à 2 217,85 €	2 217,85 à 2 729,66 €	2 729,66 à 3 241,47 €	3 241,47 à 3 753,28 €	3 753,28 à 4 265,09 €	4 265,09 à 4 776,90 €	≥ 4 776,90 €	Toute rémunération
IDF1 (75, 92, 93, 94)	40,2	31,1	19,0	16,6	15,5	13,6	12,5	19,1
IDF2 (77, 78, 91, 95)	28,6	33,1	15,0	13,0	10,7	13,3	17,2	18,5
IDF	**38,4**	**31,3**	**18,7**	**16,4**	**15,2**	**13,6**	**12,8**	**19,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), le taux de turnover des salariés percevant de 1 539,45 à 2 217,85 € bruts par mois atteint 40,2 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.6 Données sur le chômage au niveau des territoires hors IDF

Tableau 28 : Taux chômage selon le sexe et le territoire hors IDF (%, 2020)

	Femmes	Hommes	Ensemble
Alsace	9,4	7,5	8,6
Aquitaine	15,9	15,0	15,5
Auvergne	8,2	10,2	9,2
Basse-Normandie	9,5	11,0	10,2
Bourgogne	11,0	9,9	10,6
Bretagne	14,6	12,1	13,5
Centre	9,0	12,6	10,7
Champagne-Ardenne	12,2	6,7	9,7
Corse	11,5	9,6	10,6
Franche-Comté	10,5	8,4	9,5
Guadeloupe	nd	nd	17,2
Guyane	19,2	13,3	16,5
Haute-Normandie	11,5	10,1	10,8
Languedoc-Roussillon	12,3	11,6	12,0
Limousin	9,9	17,1	13,2
Lorraine	10,9	7,7	9,4
Martinique	nd	nd	11,6
Midi-Pyrénées hors CUMT	15,0	10,6	13,2
Midi-Pyrénées CUMT	16,4	11,6	14,6
Nord-Pas-de-Calais	11,7	9,1	10,5

PACA	14,2	10,6	12,7
Pays de la Loire	14,7	12,9	13,8
Picardie	6,6	5,4	6,0
Poitou-Charentes	11,3	14,6	12,7
La Réunion	12,7	10,1	11,4
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	14,3	10,5	12,7
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	14,5	11,4	13,2
Ensemble	**13,3**	**11,2**	**12,4**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, la part de femmes ayant connu une période de chômage au cours de l'année atteint 9,4 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 29 : Taux de chômage selon la classe d'âge et le territoire hors IDF (%, 2020)

	< 20 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	≥ 60 ans	Ensemble
Alsace	nd	13,6	8,9	nd	5,5	nd	8,6
Aquitaine	nd	22,0	15,5	16,3	7,7	6,4	15,5
Auvergne	nd	13,2	9,4	9,0	nd	nd	9,2
Basse-Normandie	nd	14,5	13,6	nd	6,5	nd	10,2
Bourgogne	nd	nd	16,4	12,1	nd	nd	10,6
Bretagne	nd	18,6	15,1	11,5	7,6	nd	13,5
Centre	nd	nd	10,2	13,1	10,9	nd	10,7
Champagne-Ardenne	nd	13,6	12,9	6,2	nd	nd	9,7
Corse	nd	12,8	12,3	nd	nd	nd	10,6
Franche-Comté	nd	12,3	13,4	nd	nd	nd	9,5
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	17,2
Guyane	nd	22,2	14,7	nd	nd	nd	16,5
Haute-Normandie	nd	17,6	11,3	9,2	8,7	nd	10,8
Languedoc-Roussillon	nd	18,9	16,2	6,7	nd	nd	12,0
Limousin	nd	nd	nd	nd	17,1	nd	13,2
Lorraine	nd	13,4	12,2	6,9	nd	nd	9,4
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,6
Midi-Pyrénées hors CUMT	nd	nd	15,4	11,4	nd	nd	13,2
Midi-Pyrénées CUMT	nd	21,1	14,8	9,8	nd	nd	14,6
Nord-Pas-de-Calais	nd	17,9	8,9	8,3	nd	nd	10,5
PACA	nd	17,1	12,1	12,4	11,1	6,7	12,7
Pays de la Loire	nd	15,7	15,0	12,5	13,0	nd	13,8
Picardie	nd	9,9	7,4	3,9	nd	nd	6,0
Poitou-Charentes	nd	nd	14,3	10,1	nd	nd	12,7
La Réunion	nd	10,3	18,8	6,9	nd	nd	11,4
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	nd	24,3	9,4	14,6	nd	nd	12,7
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	nd	17,8	13,8	11,8	8,3	nd	13,2
Ensemble	**nd**	**17,4**	**13,3**	**10,9**	**8,5**	**5,8**	**12,4**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, la part des salariés âgés de 20 à 29 ans ayant connu une période de chômage au cours de l'année s'élève à 13,6 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 30 : Taux de chômage selon la tranche de salaire brut mensuel et le territoire hors IDF (%, 2020)

	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Alsace	14,2	11,6	7,0	4,1	nd	nd	7,5	8,6
Aquitaine	22,5	14,6	17,5	12,8	11,4	11,5	14,1	15,5
Auvergne	5,6	10,2	11,6	7,9	nd	nd	nd	9,2
Basse-Normandie	nd	12,9	9,1	8,3	nd	nd	nd	10,2
Bourgogne	18,5	11,1	9,2	nd	nd	21,4	nd	10,6
Bretagne	20,7	14,9	13,1	8,9	11,1	11,0	11,2	13,5
Centre	15,0	12,5	11,3	10,5	nd	nd	10,9	10,7
Champagne-Ardenne	nd	13,0	11,4	nd	nd	nd	nd	9,7
Corse	nd	15,0	nd	nd	nd	nd	19,4	10,6
Franche-Comté	nd	7,7	17,2	nd	nd	nd	nd	9,5
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	17,2
Guyane	nd	nd	27,6	nd	nd	nd	nd	16,5
Haute-Normandie	17,5	11,5	13,3	8,1	11,8	10,9	5,3	10,8
Languedoc-Roussillon	15,1	16,1	8,8	13,0	8,7	nd	nd	12,0
Limousin	nd	13,7	nd	16,7	nd	nd	nd	13,2
Lorraine	9,9	9,6	10,9	8,4	10,7	nd	nd	9,4
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,6
Midi-Pyrénées hors CUMT	15,4	13,1	12,1	11,9	17,6	nd	nd	13,2
Midi-Pyrénées CUMT	17,1	18,8	11,4	13,2	nd	nd	nd	14,6
Nord-Pas-de-Calais	13,6	12,7	12,3	8,1	7,4	6,3	9,2	10,5
PACA	14,4	15,2	14,5	11,8	10,0	5,4	11,0	12,7
Pays de la Loire	21,1	15,5	12,6	11,2	8,8	9,4	15,3	13,8
Picardie	9,4	6,8	nd	6,6	nd	nd	nd	6,0
Poitou-Charentes	15,4	15,5	12,9	nd	9,7	nd	nd	12,7
La Réunion	nd	14,8	13,1	nd	13,2	nd	nd	11,4
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	22,3	15,7	12,7	7,5	8,3	nd	nd	12,7
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	17,3	17,5	14,2	13,2	11,2	8,8	7,7	13,2
Ensemble	**16,5**	**14,6**	**12,8**	**10,5**	**9,7**	**8,6**	**10,0**	**12,4**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, la part de salariés percevant de 1 539,45 à 2 082,65 € bruts par mois ayant connu une période de chômage au cours de l'année atteint 14,2 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.7 Données sur le chômage au niveau des territoires en IDF

Tableau 31 : Taux de chômage selon le sexe et le territoire en IDF (%, 2020)

	Femmes	Hommes	Ensemble
IDF1 (75, 92, 93, 94)	15,3	12,9	14,3
IDF2 (77, 78, 91, 95)	11,6	13,2	12,4
IDF	**15,1**	**13,0**	**14,1**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), la part de femmes ayant connu une période de chômage au cours de l'année atteint 15,3 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 32 : Taux de chômage selon la classe d'âge et le territoire en IDF (%, 2020)

	< 20 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	≥ 60 ans	Ensemble
IDF1 (75, 92, 93, 94)	nd	nd	16,5	12,1	nd	nd	19,1
IDF2 (77, 78, 91, 95)	nd	nd	17,0	17,4	nd	nd	18,5
IDF	nd	**33,9**	**16,5**	**12,6**	**9,2**	**nd**	**19,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), la part des salariés âgés de 30 à 39 ans ayant connu une période de chômage au cours de l'année s'élève à 16,5 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 33 : Taux de chômage selon la tranche de salaire brut mensuel et le territoire en IDF (%, 2020)

	1 539,45 à 2 217,85 €	2 217,85 à 2 729,66 €	2 729,66 à 3 241,47 €	3 241,47 à 3 753,28 €	3 753,28 à 4 265,09 €	4 265,09 à 4 776,90 €	≥ 4 776,90 €	Toute rémunération
IDF1 (75, 92, 93, 94)	12,0	15,6	14,2	14,9	15,5	14,6	12,5	14,3
IDF2 (77, 78, 91, 95)	15,7	17,5	12,7	8,0	10,7	7,1	11,4	12,4
IDF	**12,5**	**15,7**	**14,1**	**14,4**	**15,2**	**14,2**	**12,5**	**14,1**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), la part de salariés percevant de 1 539,45 à 2 217,85 € bruts par mois ayant connu une période de chômage au cours de l'année atteint 12,0 %.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.8 Données sur le temps de travail au niveau des territoires hors IDF

Tableau 34 : Temps de travail selon le sexe et le territoire hors IDF (%, 2020)

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Alsace	78,8	21,2	95,1	4,9	86,0	14,0
Aquitaine	81,9	18,1	93,8	6,2	86,9	13,1
Auvergne	77,0	23,0	92,7	7,3	84,5	15,5
Basse-Normandie	78,5	21,5	93,9	6,1	85,4	14,6
Bourgogne	80,9	19,1	94,4	5,6	86,2	13,8
Bretagne	79,5	20,5	95,3	4,7	86,5	13,5
Centre	79,0	21,0	93,7	6,3	85,7	14,3
Champagne-Ardenne	83,8	16,2	93,3	6,7	88,1	11,9
Corse	76,1	23,9	93,6	6,4	84,1	15,9
Franche-Comté	68,5	31,5	89,3	10,7	78,5	21,5
Guadeloupe	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Haute-Normandie	80,5	19,5	93,0	7,0	86,3	13,7
Languedoc-Roussillon	76,2	23,8	93,0	7,0	83,6	16,4
Limousin	nd	nd	nd	nd	81,4	18,6
Lorraine	80,2	19,8	93,0	7,0	86,3	13,7
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Midi-Pyrénées hors CUMT	70,9	29,1	88,6	11,4	78,2	21,8
Midi-Pyrénées CUMT	83,5	16,5	93,3	6,7	87,3	12,7
Nord-Pas-de-Calais	79,9	20,1	94,7	5,3	86,9	13,1
PACA	77,4	22,6	90,5	9,5	82,9	17,1
Pays de la Loire	74,4	25,6	93,7	6,3	83,7	16,3

Picardie	82,2	17,8	97,3	2,7	89,2	10,8
Poitou-Charentes	77,7	22,3	89,7	10,3	82,8	17,2
La Réunion	87,3	12,7	94,2	5,8	90,7	9,3
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	69,7	30,3	91,3	8,7	78,5	21,5
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	78,7	21,3	92,6	7,4	84,6	15,4
Ensemble	**78,5**	**21,5**	**93,2**	**6,8**	**85,0**	**15,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, 78,8 % des femmes travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 35 : Part des temps pleins selon la tranche de salaire brut mensuel et le territoire hors IDF (%, 2020)

	1 539,45 à 2 082,65 €	2 082,65 à 2563,26 €	2 563,26 à 3043,87 €	3 043,87 à 3524,48 €	3 524,48 à 4005,09 €	4 005,09 à 4485,70 €	≥ 4 485,70 €	Toute rémunération
Alsace	77,3	91,1	86,5	84,9	88,3	81,0	86,8	86,0
Aquitaine	80,3	87,2	90,2	88,9	88,1	85,6	82,4	86,9
Auvergne	80,9	88,6	80,4	82,0	84,1	nd	nd	84,5
Basse-Normandie	72,1	87,1	90,9	85,0	nd	nd	82,4	85,4
Bourgogne	74,1	84,8	83,7	nd	nd	nd	nd	86,2
Bretagne	80,1	87,9	84,9	88,6	nd	nd	nd	86,5
Centre	72,5	82,4	90,3	87,9	nd	nd	89,1	85,7
Champagne-Ardenne	75,7	81,2	93,2	91,3	nd	nd	nd	88,1
Corse	78,6	87,5	nd	nd	nd	53,8	nd	84,1
Franche-Comté	71,1	78,2	86,2	82,1	nd	nd	72,0	78,5
Guadeloupe	62,5	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Guyane	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Haute-Normandie	65,0	86,3	90,6	87,9	nd	nd	88,0	86,3
Languedoc-Roussillon	79,5	84,3	84,2	83,7	83,5	81,8	88,9	83,6
Limousin	nd	72,5	85,3	nd	nd	nd	nd	81,4
Lorraine	70,4	86,0	94,2	82,2	84,0	nd	nd	86,3
Martinique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Midi-Pyrénées hors CUMT	71,3	76,8	84,4	78,0	nd	nd	nd	78,2
Midi-Pyrénées CUMT	79,1	88,7	89,8	83,6	84,9	nd	nd	87,3
Nord-Pas-de-Calais	81,2	90,4	87,7	86,1	85,7	86,5	87,9	86,9
PACA	75,3	81,5	85,0	83,4	81,0	86,6	89,0	82,9
Pays de la Loire	76,2	82,6	84,3	84,8	88,2	85,6	86,8	83,7
Picardie	70,3	92,0	88,5	92,1	86,1	nd	nd	89,2
Poitou-Charentes	81,3	83,1	82,3	80,2	nd	nd	nd	82,8
La Réunion	84,8	85,2	91,8	nd	nd	nd	nd	90,7
Rhône-Alpes_1 (01, 38, 69, 73, 74)	73,8	73,6	79,6	79,4	nd	nd	nd	78,5
Rhône-Alpes_2 (07, 26, 42)	83,3	86,2	84,6	84,6	82,7	85,8	84,4	84,6
Ensemble	**77,6**	**85,3**	**86,3**	**85,6**	**86,0**	**86,1**	**87,4**	**85,0**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : en Alsace, 77,3 % des salariés percevant de 1 539,45 à 2 082,65 € bruts par mois travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

4.9 Données sur le temps de travail au niveau des territoires en IDF

Tableau 36 : Temps de travail selon le sexe et le territoire en IDF (%, 2020)

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
IDF1 (75, 92, 93, 94)	89,5	10,5	95,0	5,0	91,9	8,1
IDF2 (77, 78, 91, 95)	81,1	18,9	95,2	4,8	87,6	12,4
IDF	**88,9**	**11,1**	**95,0**	**5,0**	**91,6**	**8,4**

Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), 89,5 % des femmes travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.

Tableau 37 : Part des temps pleins selon la tranche de salaire brut mensuel et le territoire en IDF (%, 2020)

	1 539,45 à 2 217,85 €	2 217,85 à 2 729,66 €	2 729,66 à 3 241,47 €	3 241,47 à 3 753,28 €	3 753,28 à 4 265,09 €	4 265,09 à 4 776,90 €	≥ 4 776,90 €	Toute rémunération
IDF1 (75, 92, 93, 94)	85,5	91,8	93,3	92,6	92,8	93,1	91,0	91,9
IDF2 (77, 78, 91, 95)	83,6	84,8	87,3	89,6	88,4	87,1	92,2	87,6
IDF	**85,3**	**91,3**	**92,9**	**92,4**	**92,5**	**92,7**	**91,1**	**91,6**

nd : non déterminé pour cause de secret statistique.
Lecture : sur le territoire IDF 1 (75, 92, 93, 94), 85,5 % des salariés percevant de 1 539,45 à 2 217,85 € bruts par mois travaillent dans le cadre d'un temps plein.
Sources : Insee, Insee, *Bases Tous salariés / DNS 2020*, 2023.